

« Mets ton gilet, on quitte le navire ! »

---

**Claire Faure**

**« METS TON  
GILET, ON QUITTE  
LE NAVIRE ! »**

*Journal  
octobre 2018-mars 2019*

« Mets ton gilet, on quitte le navire ! »

---

*J'ai choisi le titre de ce journal grâce à la photo d'un slogan tracé à Toulouse à l'occasion d'une manifestation de gilets jaunes.*

*Ce journal des gilets jaunes rassemble – tels quels, regroupés pour plus de cohérence ou légèrement adaptés – des écrits contemporains des événements cités. J’y ai ajouté quelques éléments de mon engagement militant au fil de ces étonnantes semaines.*

« Mets ton gilet, on quitte le navire ! »

---

## **Prologue**

2010-2011-2012 : dix-huit mois de combat. Et nous avons gagné !

Alors que nos élus du moment voulaient installer un supermarché sur le territoire de notre village, des centaines de citoyens ont eu le dernier mot ! Il a fallu dix-huit mois de bataille sur tous les fronts. Dix-huit mois de présence sur le marché du dimanche, dix-huit mois de réunions, de pétitions, de demande de consultation citoyenne, dix-huit mois de lettres aux élus et aux groupes de la grande distribution qui voulaient s'installer, dix-huit mois de communiqués de presse. Et même une manifestation, tous avec nos gilets jaunes, le 30 avril 2011 : c'est qu'on est précurseurs, à Saillans !

Vraiment, non, nous n'en voulions pas de ce supermarché. Nous voulions garder nos petits commerces, notre tabac-presse, notre boulangerie, notre épicerie bio, notre mini-supérette, notre pharmacie, notre boucher... Et désormais nous avons aussi une vraie librairie et un magasin de producteurs.

Ça vaut le coup de se battre ! D'être déterminés. De ne pas lâcher. De se serrer les coudes. Pour le vivre-ensemble, le vrai. Pour la fraternité, la vraie.

« Mets ton gilet, on quitte le navire ! »

---

## **Décembre 2017**

*Désobéir*, un essai de Frédéric Gros (Albin Michel, 2017) : je devore ce livre, qui décortique les typologies de l'obéissance, de la soumission de l'esclave à la subordination du salarié, du conformisme social au consentement plus ou moins éclairé. Immense nécessité de faire advenir la conscience de notre obéissance pour enfin mettre un pied dans la désobéissance ! Comme une prémonition de 2018 et 2019...

## **Mai 2018**

Macron est élu depuis un an... Beaucoup de manifestations ces temps-ci ! Mais toujours les mêmes participants : des militants endurcis, des syndicalistes habitués... Comment convaincre plus de monde de participer ? Un soir, je mets noir sur blanc une idée : pourquoi ne pas démarrer un grand mouvement protestataire de femmes, puisque c'est elles qui sont au cœur des familles et au cœur de la pauvreté ? Pourquoi ne pas proposer une manifestation hebdomadaire, sur le modèle des rassemblements du lundi à Leipzig en 1989 qui ont fait tomber l'Allemagne de l'Est ? Par exemple tous les vendredis soir, devant toutes les mairies de France ? Pourquoi ne pas contacter des femmes médiatiques, qui pourraient donner une tribune à ce mouvement ? Je note deux-trois

slogans : « Nous voulons vivre dignement » ; « Macron démission »... Et puis l'été arrive, et mes idées restent sur le papier.

### **14 et 15 juin 2018**

Facebook m'intrigue depuis quelques semaines. Il me semble que mes partages ne sont pas vus par mes contacts. Alors, je prépare une expérience. Je choisis une jolie photo de ma glycine en fleur : ce sera mon étalon. Et puis je partage cette photo en indiquant que je fais un test : tous ceux qui voient passer cette photo doivent (s'ils le veulent bien !) cliquer sur « J'aime ». Simultanément ou presque, je partage le lien d'une conférence passionnante de Thomas Porcher et Thomas Guénolé, animée par Aude Lancelin, sur « La pensée unique en économie ». Et je propose de la même façon à tous ceux qui voient passer cette publication de cliquer sur « J'aime ». Puis j'observe ce qui se passe... Le résultat ne se fait pas attendre : heure après heure, les clics sur la glycine augmentent. Au bout d'une journée, trente-trois personnes l'ont vue. Et une seule personne a cliqué sur la conférence. Lorsque je révèle, dans une publication le jour suivant, ce que je viens d'expérimenter, personne ne semble choqué, et certains ne me croient pas.

### **5 octobre 2018**

En recevant un mail d'une amie il y a quelques jours, je découvre le mouvement « Nous voulons des coquelicots », qui prévoit de rassembler cinq millions de signatures en deux ans pour l'interdiction de tous les pesticides de synthèse. Belle ambition ! Et je suis surprise et amusée par le principe proposé : il s'agit de se rassembler tous les premiers vendredis de chaque mois, à 18 h 30, devant la mairie de sa commune. Tiens, tiens ! Le vendredi soir devant sa mairie... Ça me dit quelque chose... Alors, c'est parti ! J'envoie un mail groupé et je crée un fil Messenger pour tous mes contacts locaux. Et ce soir,

premier vendredi du premier mois des Coquelicots, nous sommes une vingtaine devant la mairie de Saillans. Le mois prochain, nous serons le double, j'espère.

### **18 et 19 octobre 2018**

Notre bureau de poste est en danger. Depuis que la Poste a été en partie privatisée en 2010, elle tente évidemment de faire des bénéfices. Ceux qui font les calculs, dans leurs bureaux à Paris, n'ont pas réfléchi très longtemps : il suffit de baisser les charges. Comment ? Mais tout simplement en fermant les petits bureaux... Voilà comment un service public disparaît. Mais à Saillans, on n'a pas trop l'habitude de se laisser faire. Alors, un groupe d'habitants, avec la mairie, a décidé de réaliser un comptage précis des usagers pendant quinze jours. Une sorte de contre-expertise. Et me voilà pour deux matinées devant la poste, en train d'interviewer toutes les personnes qui en sortent pour leur soutirer quelques détails sur les opérations qu'elles y ont effectuées. Beaucoup sont au courant du risque de fermeture et en sont bien inquiètes. Elles ne se voient pas prendre leur voiture et parcourir quinze kilomètres aller et quinze kilomètres retour pour atteindre la poste la plus proche. Quel gaspillage de temps et de carburant ! Pourtant, rien n'est gagné. Nous ne sommes pas grand-chose face aux actionnaires...

### **20 octobre 2018**

À propos de la « colère » de Jean-Luc Mélenchon à l'occasion des perquisitions à la France insoumise, je dirais, en ce qui me concerne, que je suis gênée par la forme, mais que je sais, intellectuellement, que ce n'est pas sur la forme que je dois juger un personnage politique. Et, surtout, qu'on est depuis ce lundi dans une action de police politique très grave. Il y a intention de nuire de la part de Macron, et les médias sont ravis d'y participer. Rien d'illégal de la part du pouvoir, c'est

presque ça le plus grave : des lois récentes de contrôle de la population sont utilisées pour réduire l'opposition à rien dans urnes. Je rappelle qu'un sondage fin septembre donnait 29 % à la France insoumise aux élections européennes de mai prochain devant LREM. Bizarre, quand même. Et quand on aura 25 ou 30 % de FN, on va avoir droit au même psychodrame qu'en 2017... pour aboutir à mettre toujours les mêmes au pouvoir. Pourtant, un seul parti est aujourd'hui désireux, capable et prêt à mettre en œuvre la transition écologique, les investissements dans les services publics, la justice fiscale. Ce n'est pas ce que vous voulez, vous, la transition écologique, les services publics et la justice fiscale ? Je suis très en colère. Et très inquiète pour le monde que nos enfants, à moins de faire partie des 1 %, vont devoir affronter.

## **21 octobre 2018**

Le « Manifeste étudiant pour un réveil écologique » a été publié il y a quelques jours. Je le diffuse à tous les jeunes de mon entourage et à tous les parents de jeunes. L'incohérence d'une croissance infinie dans un monde fini n'a malheureusement pas encore atteint tous les esprits. Loin de là... Et pourtant, quelle urgence !

## **22 octobre 2018**

Prenez un peu de recul, enfin ! À votre avis, qui se réjouit en ce moment des tentatives de disqualification de la France insoumise ?

– Sanofi (responsable entre autres du scandale de la Depakine, dont les 30 000 familles victimes ne sont toujours pas indemnisées malgré la campagne menée par François Ruffin) ;

– Total (autorisé par Macron à importer de l'huile de palme en France) ;

- Monsanto-Bayer (dont le Roundup n'est toujours pas interdit grâce à Macron) ;
- Carrefour (qui a touché 2 milliards de CICE et qui continue à licencier) ;
- Areva et le lobby nucléaire (qui continuent à prévoir le développement de cette énergie au mépris de la sécurité) ;
- Vinci (qui continue à construire des aéroports et des autoroutes avec la bénédiction de Macron en dépit du réchauffement climatique) ;
- les producteurs de plastique (qui nous font croire qu'ils ne sont pas responsables de la pollution des mers) ;
- l'industrie agro-alimentaire (qui fait pression par tous les moyens pour pouvoir produire encore la malbouffe qui nous rend malades) ;
- l'industrie pétrolière et automobile (qui a réussi à maintenir la prime à la casse, payée par nos impôts, pour continuer à vendre des voitures) ;
- etc.

Et on continue à crier sur tous les toits que Mélenchon n'aurait pas dû se mettre en colère devant une porte fermée (sa personne est-elle sacrée, oui/non, est-il la République, oui/non, se met-il trop facilement en colère, oui/non...) ? Mais réveillez-vous ! Lisez « L'Avenir en commun », qui propose la règle verte, la planification écologique, l'investissement dans les services publics et les énergies renouvelables, le développement de l'économie sociale et solidaire, la lutte contre l'évasion fiscale, la sécurité sociale intégrale, la réduction du temps de travail, la retraite à soixante ans...

Il ne sert à rien de s'émouvoir devant « Cash Investigation », il est vain de se scandaliser de la naissance de bébés sans bras, il est inutile de pleurer à la vue du « continent de plastique » ou d'un bébé orang-outan orphelin, il est ridicule de signer une n-ième pétition contre la Montagne d'or... Prenons le pouvoir !

## **23 octobre 2018**

Une idée me questionne régulièrement depuis des mois : la dévalorisation du mot « populisme » par les médias. Ce mot est employé dans le but de faire peur, et il est accolé systématiquement et négativement à tout homme politique qui s'approche un peu trop efficacement des préoccupations du peuple. Il est utilisé par les élites et par les médias (qui sont la propriété des plus grosses fortunes françaises, ne l'oublions pas !) de façon péjorative, comme un repoussoir. Il est implicitement associé à un danger. Ce n'est pourtant pas un gros mot, ou alors le mot « peuple » en est un aussi. Le populisme ne serait-il pas le contraire de l'élitisme ? Nous sommes bel et bien manipulés. Mais non, revalorisons le mot « populisme » ! Le populisme, c'est être à l'écoute du peuple, des plus petits, qui souffrent au quotidien. Et, effectivement, le pouvoir au peuple est un danger pour ces 1 % les plus riches, c'est sûr ! Alors, oui, le national-populisme de droite prend comme boucs émissaires les étrangers et utilise nos tendances égoïstes, excluantes et racistes, nos tendances au repli. Il est mauvais car il s'attaque aux mauvaises causes de la pauvreté. Soyons à l'écoute du populisme de gauche, qui propose la solidarité, la justice fiscale, la lutte contre l'évasion fiscale, l'investissement dans les services publics et dans la transition écologique. Le populisme de gauche demandera aux riches de partager leur fortune, et ça ils ne le veulent pas, et ils font tout, par le biais des médias et de la classe « bobo », pour que ceux qui pourraient être mis au pouvoir par le peuple soient méprisés. À nous de relégitimer le populisme de la fraternité !

## **25 octobre 2018**

Mépris...

Première rencontre avec un événement Facebook qui me fait réagir très négativement : l'image montre une silhouette de foule brandissant des banderoles contre les taxes, contre

l'augmentation du prix de l'essence, contre les péages. Je commente sur les murs des amis qui ont partagé cet appel à manifester. Selon eux, l'idéal serait de pouvoir rouler moins cher en voiture, sur des autoroutes moins chères, tout en fumant moins cher... Ouais... Je ne suis pas certaine que le goudron des autoroutes, le CO<sub>2</sub> des voitures et la fumée de cigarette soient tout à fait un idéal, pour ce qui me concerne... D'autant moins que le quatrième panneau demande la baisse des impôts et des cotisations sociales... Donc chacun pourra, à sa guise, payer le traitement de son cancer sur ses propres deniers et sans hôpitaux publics !

### **27 octobre 2018**

J'ai changé d'avis hier soir. Ces gens qui s'organisent, il faut les soutenir, s'unir à eux, adjoindre à leur mouvement tous les autres mouvements populaires actuels. Ils ne doivent pas se sentir méprisés par les partis et les syndicats. Ce serait faire de la place au FN. On doit ajouter à leur mobilisation tous nos combats pour la solidarité et la justice. Soyons compréhensifs et ouverts, soyons unis !

### **29 octobre 2018**

Pendant deux ou trois jours, j'ai donc critiqué frontalement le mouvement du 17 novembre. Et puis j'ai lu les commentaires durant des heures, j'ai regardé les vidéos... En lisant et en écoutant tout cela, j'entends que nous sommes au début d'un mouvement populaire puissant, qui nous réunira tous, nous le peuple, nous les 99 %, nous qui sommes les victimes de ce système sans morale qui ne cherche qu'à enrichir toujours plus les riches. Nous sommes les victimes d'une politique qui fait tout pour les riches et rien pour les pauvres. Nous sommes les victimes d'une politique qui fait baisser les impôts des riches et qui baisse les allocations familiales des pauvres. Nous sommes les victimes d'un système qui enlève tous les moyens de

l'hôpital, de l'école, des transports en commun, de la poste, et qui aide les actionnaires des multinationales à recevoir toujours plus de dividendes. Nous sommes les victimes des grandes entreprises qui nous forcent à faire des heures supplémentaires et à travailler le dimanche, tout en n'augmentant jamais nos salaires. Nous sommes les victimes d'une politique qui ne donne aucun moyen aux EHPAD, aux AVS, aux handicapés, mais qui offre des crédits d'impôts à des entreprises qui n'embauchent même pas... Bref, je ne suis pas d'accord avec le mot d'ordre de baisse du prix des carburants, car il est anti-écologique, mais je suis sûre que je dois soutenir le mouvement et faire en sorte que les personnes militantes de gauche comme moi y participent, car c'est le début d'une convergence des luttes. Comme certains sur les pages Facebook l'écrivent : il y a eu 1789, il y aura 2018. Le peuple doit prendre le pouvoir !

### **30 octobre 2018**

Je tombe par hasard sur un sondage dans *Le Dauphiné libéré* : 89 % des participants au sondage « comprennent » le mouvement du 17 novembre.

### **2 novembre 2018**

Nouveau rassemblement des Coquelicots : cinquante-cinq personnes ce soir devant la mairie de Saillans pour demander l'interdiction des pesticides, fongicides et herbicides de synthèse ! Deux fois plus que le mois dernier !

### **3 novembre 2018**

Alors là... Une militante contre les pesticides a été placée en garde à vue toute la nuit à Reims pour avoir dessiné des coquelicots à la peinture à l'eau dans la rue...

## **4 novembre 2018**

Dimanche. Nous sommes quelques-uns, sur la place de l'Église. Avec une table, des affiches et une pétition. C'est le marché ce matin à Saillans. Je distribue des tracts afin d'alerter les habitants sur la suppression d'un train sur notre ligne de TER et sur le fait que certains trains ne s'arrêteront même plus à la gare. Ces trains sont indispensables. Ils nous permettent d'aller travailler sans voiture, de partir en vacances sans voiture, d'aller faire nos courses sans voiture... Des dizaines d'habitants de la vallée les prennent tous les jours pour se rendre à Valence. Il fait encore doux, du monde passe. La plupart signent la pétition : nous avons récolté près de 250 signatures ce matin-là.

## **5 novembre 2018**

Appel à François Ruffin [*Attention, plagiat...*]

Monsieur le Député, Cher Concitoyen,

On entend parler du 17 novembre tous les jours, dans tous les médias, sur tous les tons...

Mais vous, Monsieur le Député, oui vous, que faites-vous pour le 17 novembre ? Rien ?

Non, non, ne dites pas le contraire, les Français savent bien que vous n'avez encore pas dit grand-chose. Ils entendent bien vos hésitations et votre silence assourdissant. Et pourtant, ils vous attendent !

J'étais en train de passer l'aspirateur dans mon salon hier matin, quand une idée effroyable m'est venue. Et si les blocages du 17 novembre étaient massifs ? Et si le gouvernement se trouvait débordé ? Et si un incident grave se produisait ? Et si Emmanuel Macron en arrivait à dissoudre l'Assemblée nationale ? Ne m'interrompez pas, ça pourrait arriver !

Alors, oui, c'est votre responsabilité qui serait engagée !

Car ma voisine Cathy qui va manifester le 17 novembre au rond-point de l'Intermarché, mon voisin Roger qui va

manifester le 17 novembre sur l'échangeur de l'autoroute A7, vers qui vont-ils se tourner alors ? Vous ne les connaissez pas, mais Cathy et Roger ne sont pas des militants, ils n'ont jamais manifesté de toute leur vie, c'est leur premier engagement politique, même s'ils se revendiquent « apolitiques ». Et pourtant, depuis fin octobre, ils sont actifs, ils partagent des vidéos sur Facebook, ils essaient de convaincre leurs amis et leurs collègues de bureau ou d'usine, ils s'organisent avec d'autres pour bloquer les routes du département, ils deviennent des citoyens engagés.

Alors, s'ils devaient à nouveau voter pour un député, vers qui vont-ils se tourner, toutes les Cathy et tous les Roger ?

J'ai bien peur, et c'est cette idée effroyable qui m'est apparue hier matin malgré le bruit de mon aspirateur, qu'ils se tournent vers les partis qui auront soutenu le mouvement du 17 novembre dès le début. J'ai bien peur qu'ils se tournent vers les politiques hypocrites qui profitent du malheur des Cathy et des Roger. J'ai bien peur qu'ils se tournent vers l'extrême droite et qu'ils lui donnent les pleins pouvoirs.

Alors, oui, Monsieur le Député, je vous le déclare les yeux dans les yeux, votre silence d'aujourd'hui sera coupable.

*[Fin du plagiat]*

## **6 novembre 2018**

Dix minutes dans la Grand-Rue de Saillans, à l'instant, deux rencontres, des gens éduqués, cultivés, de gauche, plutôt tranquilles...

Et deux fois : « Tu y vas, toi, le 17 ? »

Et leur réponse à eux, d'un ton dur, déterminé, en colère : « Il faut y aller, il faut les faire tomber ! »

## **8 novembre 2018**

Ce matin, des barrages de police sont installés sur nos routes de montagne pour empêcher, décourager, intimider des

personnes qui viennent assister à un procès politique : les « Sept de Briançon » sont jugés pour avoir fait preuve de solidarité envers les migrants.

Ce soir, le conseil de la communauté de communes se réunit à Saillans. Une motion a été préparée par un citoyen de la vallée de la Drôme pour signifier le soutien officiel du territoire à nos trains du quotidien. Nous distribuons tous les deux le texte aux élus. En plus des collectifs d'usagers, heureusement que les collectivités locales agissent elles aussi : de Veynes (Hautes-Alpes) à Valence-TGV, tout le monde est mobilisé pour que notre ligne SNCF ne disparaisse pas. La motion est acceptée.

### **10 novembre 2018**

Contre le mépris et pour l'unité

J'écris tant que je peux, aujourd'hui, sur toutes les pages Facebook auxquelles je suis abonnée : militants politiques, syndicalistes, écologistes, presse alternative... Mais ça ne répond toujours pas : le mouvement du 17 novembre n'accroche pas à gauche. Philippe Poutou appelle à une manifestation de « gilets rouges ». François Ruffin dit qu'il va réfléchir...

Le prix des carburants n'est que la goutte d'eau... C'est flagrant quand on lit les commentaires sur les pages Facebook du mouvement du 17 novembre, ce que je fais depuis plus de quinze jours. Il s'agit bien d'une jacquerie, au sens où les plus pauvres n'en peuvent plus financièrement, et surtout n'en peuvent plus du mépris des prétendues élites (intellectuelles notamment). On a affaire à un ras-le-bol énorme des Français « de base », qui se sentent complètement impuissants politiquement depuis plusieurs dizaines d'années. Ils demandent à reprendre le pouvoir sur leurs vies broyées par le travail, l'endettement et la précarité. Il s'agit d'une fraction très importante de la population, qui n'est encore que peu

convaincue ou touchée par la question de la transition écologique. Leur lecture de leur situation personnelle reste très peu étayée politiquement. Les participants aux futurs blocages sont des pères et des mères de familles qui prennent pour la première fois de leur vie un vrai risque, celui d'être dans l'illégalité pour manifester. Ils ne le feraient pas s'ils n'étaient pas à bout et dans une immense colère.

Partant de là, il me semble constructif de les soutenir. C'est-à-dire de leur fournir les clés pour comprendre leur impuissance économique et politique. Car une colère risque toujours de se tromper de cible.

L'avenir et l'espoir ne passeront que par la justice fiscale : que les riches paient plus d'impôts, que l'évasion fiscale dans les paradis fiscaux soit interdite, que les multinationales paient leurs impôts en France, que les crédits d'impôts aux grandes entreprises et les niches fiscales illégitimes soient supprimés. On ne peut pas accepter que le peuple soit mis à contribution si les services publics disparaissent peu à peu : on ferme des hôpitaux et des maternités, on ferme des écoles, les enfants sont à trente par classe, on ferme des bureaux de poste, on ferme des gares et des lignes de train... Seul le partage du « gâteau » des riches permettra un avenir tous ensemble. Alors seulement les plus pauvres accepteront aussi de payer des impôts.

Et pourtant, les médias mainstream, qui continuent à ne parler que des carburants, font le jeu du pouvoir en place pour mieux nous diviser sur de faux arguments écologistes. Le second mot d'ordre de la journée du 17 novembre est d'ailleurs intéressant, je trouve : arrêter de consommer, arrêter d'acheter, arrêter d'utiliser sa carte bleue ! Et celui-là, étrangement, les médias ne le reprennent absolument jamais...

Ce mouvement venu de la base est une chance en ce moment charnière de prise de conscience de l'urgence climatique et de l'impasse du capitalisme : il pourrait éviter

l'élection de l'extrême droite dans les années qui viennent. Mais quel aveuglement de la part de toute la gauche parisienne ! Mépriser ce mouvement revient évidemment à l'envoyer chez Le Pen et compagnie... Ne laissons surtout pas la rue à l'extrême droite ! Ne laissons pas cette saine colère s'agglomérer avec la poignée de national-populistes qui cherchent à la récupérer. Les organisateurs du 17 novembre sont des personnes sans expérience politique qui, pour une fois, se mobilisent. Aucun mépris à avoir pour eux : c'est pour *tous* les citoyens français que nous, militants, agissons depuis si longtemps... Leur déficit de lecture économique-politique ne leur enlève aucun droit au respect. Ils ne méritent ni plus ni moins que nous d'être soutenus. Rejeter ces personnes sous prétexte qu'elles arrivent trop tard est un comble pour des militants qui attendent depuis si longtemps la convergence des luttes ! Elle arrive ! Participons-y ! Leurs revendications, peu à peu, s'élargissent d'ailleurs à l'ensemble de la situation d'oppression des plus faibles.

Le 17 novembre est le symptôme et le symbole de la colère du peuple contre le système néolibéral, et je suis très triste que Le Pen profite de ce désespoir de beaucoup de Français, alors que son parti ne remet pas en cause le système et se contente de monter les pauvres contre les encore plus pauvres. L'oligarchie n'a le pouvoir que grâce à nos dispersions. L'ennemi, ce n'est pas l'allocataire de la CAF, le chômeur ou le migrant. Celui qui doit partager, c'est l'actionnaire qui se fait payer des dividendes énormes qui augmentent tous les ans.

On a besoin d'union, pas de désunion. Respectons et chérissons nos différences ! Faisons vivre la richesse de nos divergences pour nous unir contre ceux qui nous accablent et nous écrasent... Chacun avec son identité personnelle, chacun avec ses combats, chacun avec ses idées politiques, c'est ça la liberté ! Nous sommes tous différents, mais nous sommes tous victimes de cette politique ultralibérale. Nous sommes tous,

migrants, chômeurs, salariés, des victimes de ce système sans scrupule, sans morale, dont le seul mot d'ordre est le profit, toujours plus de profit au détriment de nous tous. Il faut un peu de courage pour manifester tous ensemble malgré nos différences, mais en réalité nous avons plus de points communs que de divergences.

Unissons-nous ! Ne nous crachons pas dessus, même si toutes nos idées ne sont pas les mêmes. Au contraire, c'est ça la richesse d'un peuple ! Le temps n'est plus à la stratégie politicienne : il est urgent d'agir en nous unissant tous contre le capitalisme. Urgent pour la dignité de chacun, urgent pour le climat. Chacun avec sa bannière, chacun avec ses revendications, chacun avec sa culture politique... Et pourquoi pas lancer un appel à organiser, ce même jour, des milliers de manifestations pour les services publics, pour les retraites, pour les chômeurs, pour l'hôpital, pour le droit du travail, pour les écoles, pour l'interdiction des pesticides, etc. ? Il y a urgence à un grand mouvement populaire ! On y va ensemble ? En tout cas, il nous reste une semaine pour nous unir...

## **12 novembre 2018**

J'ai découvert il y a quelques jours un entretien vidéo très récent et d'une extrême actualité avec Monique Pinçon-Charlot. Je connais cette sociologue militante et j'apprécie sa fougue ! En 13 minutes percutantes et sans réplique possible, elle fait le tour de la fraude et de l'évasion fiscales qui entraînent les dysfonctionnements de nos services publics, de nos prestations sociales, bref de notre système de solidarité nationale. Et à la question des solutions, elle n'hésite pas : « Grève générale ! »

Pour l'instant, pourtant, les revendications qui circulent sur les pages Facebook des gilets jaunes insistent sur les avantages financiers scandaleux des élus, qui gagneraient à être radicalement réduits. Malheureusement, il ne s'agit là *que* de

millions d'euros, alors que l'évasion et la fraude fiscales se comptent en dizaines de milliards d'euros... Je partage donc massivement ces 13 minutes un peu partout, dans l'espoir que la question de l'injustice fiscale fasse son chemin. Car on ne fera pas la transition écologique sans justice fiscale.

### **13 novembre 2018**

Je partage aussi très régulièrement aux gilets jaunes avec qui j'échange un schéma conçu par *Le Monde diplomatique* et Acrimed (« Médias français : qui possède quoi ? »). Il montre pourquoi les médias ne sont pas libres et pourquoi par conséquent beaucoup d'entre nous ne sommes pas conscients des vrais problèmes : les radios, les télévisions, les journaux, appartiennent à de grands groupes industriels, à des assurances, à des banques, qui n'ont pas du tout intérêt à ce que les vrais problèmes de notre société soient rendus publics et que surtout les solutions (révolution fiscale !) soient connues de tous.

### **14 novembre 2018**

Premier contact avec Steven Lebee. Ce jeune gilet jaune haut-savoyard, très actif dans la préparation de la manifestation du 17 novembre, a publié une vidéo qui rompt avec la litanie de la baisse du prix des carburants. Il insiste sur la priorité à donner à la démocratie : « On veut retrouver notre pouvoir de citoyens. » Il évoque une chambre citoyenne avec des mandats courts, des référendums sur les projets de lois... Pour lui, l'essentiel est de mettre le citoyen au cœur des revendications : « On retourne dans une République citoyenne ! »

J'évoque avec lui la question du tirage au sort pour cette chambre citoyenne et, évidemment, je lui suggère de se renseigner sur Étienne Chouard, de le contacter au nom des gilets jaunes, éventuellement... Et je me pose la question :

l'universitaire marseillais avait-il prévu que la question de la « vraie » démocratie, sur laquelle il travaille depuis 2005, surgirait sur la place publique à l'occasion d'un mouvement citoyen de masse ?

### **15 novembre 2018**

Dans la foulée de cette vidéo de Steven Lebee, je contacte directement Étienne Chouard en lui proposant de la regarder et en lui suggérant de se rapprocher des gilets jaunes. J'insiste sur les remarquables réflexions sur la démocratie chez de nombreux organisateurs des manifestations du 17 novembre. Encore très empiriques et intuitives, elles ont le mérite de pointer la « cause des causes » de notre impuissance politique, pour reprendre justement l'expression chère à Étienne Chouard.

### **16 novembre 2018**

Un sondage donne 75 % de soutien au mouvement des gilets jaunes : étant donné que 75 % des Français ne sont pas des « fachos », il va peut-être falloir que la gauche parisienne commence à se poser des questions... Que des gens de gauche soient à ce point sourds à la colère populaire me semble totalement absurde et me met en colère ! Bon, soyons juste, il y a enfin un premier pas, une tribune publiée hier par *Politis* : « Transition écologique : les contre-propositions de huit forces de gauche ». Espérons qu'ils convainquent.

### **17 novembre 2018**

Vivant sans voiture, je ne vais pas manifester. Frustration et culpabilité : il faudrait organiser une action à Saillans même...

Ce soir, je vois passer un extrait d'un direct sur France 3 : une reporter sur le terrain des manifestations se fait couper la

parole, de façon brutale, au milieu d'une phrase, au moment où elle s'apprête à détailler les préparatifs des CRS prêts à charger les manifestants. On l'entend dire : « Et puis malheureusement, la situation se tend, cela ne vient pas des manifestants [...] Et puis, derrière moi, les CRS sont arrivés avec leurs matraques et leurs boucliers... » Coupé !

### **19 novembre 2018**

Ils commencent à m'agacer sérieusement les intellos parisiens...

### **20 novembre 2018**

Ce mouvement des gilets jaunes ne cessera de m'étonner. Les revendications « officielles » sont désormais de deux ordres : d'une part des demandes de pouvoir d'achat, d'autre part des idées pour plus de démocratie. Aujourd'hui, je tombe même sur une pétition en ligne pour une assemblée citoyenne tirée au sort. Ailleurs, on exige la suppression des taxes sur les carburants *et* une assemblée citoyenne ! Les idées circulent très vite, tous les cerveaux sont en ébullition. Ce mouvement est un symptôme. Surtout un symptôme. Mais qui est l'occasion d'un vaste élan d'auto-éducation politique. Moi, je trouve que ça avance. Ce sera toujours ça de gagné.

### **22 novembre 2018**

Ce soir, notre fille aînée rentre à la maison en expliquant qu'elle a compté, en rentrant du lycée en bus, le pourcentage de voitures ayant un gilet jaune sur le tableau de bord. Coïncidence : j'ai eu la même idée cet après-midi sur le même trajet en bus. Résultat : entre 15 et 30 % de voitures ont leur gilet jaune !

### **24 novembre 2018**

Étienne Chouard publie aujourd'hui une prise de position

personnelle sur les gilets jaunes. Pour la première fois depuis qu'il utilise Facebook, il change sa photo de profil pour y mettre un gilet jaune avec une inscription : « Exigeons le RIC pour la paix civile et la justice fiscale. » Selon lui, le référendum d'initiative citoyenne (RIC) devrait devenir la revendication unique des gilets jaunes.

Je continue à suggérer, dès que l'occasion s'en présente sur les pages Facebook que je fréquente, que les principaux porte-parole des gilets jaunes se rapprochent de lui et le rencontrent. Je plaide la cause d'Étienne Chouard, qui me paraît être *la* personne ressource dans ce domaine de la vraie démocratie. Dans ce travail, j'échange avec de nombreuses personnes qui tentent de leur côté, avec enthousiasme, le même rapprochement. Pour l'instant en vain.

Ce soir, je reçois la réponse d'Étienne Chouard à mon message d'il y a quelques jours : « Ok pour une rencontre, évidemment. » Il reste donc toujours à convaincre Priscillia Ludosky, Éric Drouet, Maxime Nicolle ou d'autres de faire le pas.

## **25 novembre 2018**

Ce dimanche, la Grand-Rue de Saillans est bien animée : le « Court-Bouillon » fête son premier anniversaire avec une délicieuse soupe, de bons fromages et de la clairette. Cette petite boutique toute simple rassemble plus de 30 producteurs très locaux qui vendent, selon les saisons, des fruits, des légumes, des laitages, du pain, des œufs, bref la base de l'alimentation quotidienne. Quelle chance pour nous, habitants, de pouvoir nous passer ainsi des grands distributeurs qui cassent les prix sur le dos des paysans...

## **26 novembre 2018**

Les gilets jaunes découvrent les violences policières : ils ne

les avaient jamais rencontrées avant, et grâce à la propagande médiatique ils ne savaient même pas que ça existait... Casseur ou pas casseur, il n'y a *aucune* raison de se faire tabasser par les CRS. Point. C'est toute une prise de conscience politique qui se fait grâce à ce mouvement. Mais les médias continuent à éviter méticuleusement de les évoquer. Par contre, les dégradations dues aux manifestants sont soigneusement documentées, diffusées en boucle, commentées avec courroux.

La propagande est En Marche.

Je me rappelle d'une citation de Dom Helder Camara, évêque brésilien engagé aux côtés des plus pauvres. Il exprimait exactement ce que je ressens d'une impuissance devant l'injustice : « Il y a trois sortes de violence. La première, mère de toutes les autres, est la violence institutionnelle, celle qui légalise et perpétue les dominations, les oppressions et les exploitations, celle qui écrase et lamine des millions d'hommes dans ses rouages silencieux et bien huilés. La seconde est la violence révolutionnaire, qui naît de la volonté d'abolir la première. La troisième est la violence répressive, qui a pour objet d'étouffer la seconde en se faisant l'auxiliaire et la complice de la première violence, celle qui engendre toutes les autres. Il n'y a pas de pire hypocrisie de n'appeler violence que la seconde, en feignant d'oublier la première, qui la fait naître, et la troisième qui la tue. »

Il ne s'agit pas de justifier. Il s'agit de voir que l'injustice, le mépris, l'exploitation, le vol social, mènent à la colère. Et que cette première violence est la cause de tout le reste.

J'entends bien l'incompréhension de certaines personnes devant les détériorations matérielles. Je ne justifie rien. Je constate que c'est comme ça que la colère s'exprime. C'est trop tard, d'une certaine façon. Trop de mépris depuis quarante ans. La violence des licenciements, la violence de la maltraitance par les services publics, la violence de la baisse des revenus (salaires ou prestations sociales), la violence de

l’empoisonnement par les pesticides, etc. C’est insupportable. Il y a dans ce pays des millions de personnes dans une impasse financière absolue, sans aucun recours. Je le constate au quotidien. Pour ne pas parler de la violence du renvoi des migrants, de l’exploitation des pays plus pauvres, de leurs enfants qui travaillent dans des mines, de leurs salariés sans aucune protection sociale ni de santé, etc. C’est trop tard.

## **27 novembre 2018**

Question clé depuis quelques jours parmi les groupes de gilets jaunes : faut-il ou non désigner/élire/nommer/choisir des représentants ?

Certains commencent à s’organiser en délégations, tentent de désigner des représentants régionaux, etc. Ceux-là prennent selon moi le mauvais chemin. Ils ne se rendent pas compte qu’ils sont en train de « réinventer » le même système. Ils courent tout droit dans le piège de notre culture prétendument « démocratique » de l’élection... Choisir des délégués locaux, qui eux-mêmes ensuite choisiront des délégués nationaux : non, ça ne marchera pas. Les gilets jaunes parlent de créer ainsi une chambre citoyenne : ils veulent refaire ce qui existe déjà. Les députés sont pourtant cela : des délégués, des représentants, et... on n’a plus confiance en eux. C’est bien contre le système de démocratie représentative que se rebellent les gilets jaunes. Pourquoi aurait-on confiance dans une poignée de représentants régionaux ? C’est un piège qui est en train de se refermer sur ce magnifique élan démocratique et une erreur funeste qu’ils font de tenter de reproduire ce qu’ils critiquent par ailleurs.

D’autres gilets jaunes sont plus dubitatifs sur la nécessité d’avoir des représentants. Ils refusent toute autodéclaration de leadership, et aucun porte-parole ne veut s’affirmer comme légitime. Ils ont raison : personne n’est représentatif. Il reste une base, horizontale, sans chef : aucune influence ou

corruption possible ! Face à Macron, c'est une force : pas de négociation possible non plus.

C'est vraiment tout notre « logiciel » de pensée politique qui est à revoir. Il ne suffit pas de s'affranchir des partis et des syndicats pour tomber comme par magie dans la démocratie ! Nous avons été éduqués à réfléchir avec le système électif : certains sont élus ou choisis pour nous représenter (délégués de classe, présidents d'associations, etc.). Pourtant, aucun de nous ne peut parler au nom de tous. Et accepter d'être représenté signifie donner son pouvoir – donc le perdre pendant toute la durée du mandat du représentant. Pour nous extraire de cette impasse, *la* solution démocratique est le tirage au sort sur les listes électorales – et surtout pas parmi des volontaires. Par tirage au sort, on peut désigner démocratiquement une assemblée juste et qui sera à même de prendre des décisions. C'est la seule façon d'avoir des représentants incorruptibles, qui ne cherchent pas le pouvoir pour eux-mêmes, et qui auront la confiance des citoyens.

Et d'ailleurs, ce qui manque à Saillans, c'est justement le tirage au sort, malheureusement... Depuis mars 2014 et l'élection de la liste participative, on se retrouve avec des élus de très bonne volonté, hyper rigoureux, engagés, qui bossent tous comme des fous, mais... qui sont remis en cause par certains habitants car les décisions, malgré les réunions, malgré la transparence, malgré tout ce qu'il est possible de faire avec toute la meilleure conscience politique du monde, ne sont pas considérées comme légitimes par toute la population... C'est très dommage : il manque le tirage au sort !

## **28 novembre 2018**

Je reçois un mail publicitaire de notre assurance : « Anticipez la baisse de vos revenus à la retraite ! » Tout est cohérent... Petit à petit, la baisse des cotisations sociales a permis aux assurances privées d'entrer sur le « marché » des

retraites. Oui, c'est un marché. Disparition de la solidarité nationale, financiarisation de la vie. En parallèle, le discours politique et économique nous convainc malgré nous que la situation n'a rien d'anormal, que chacun doit se préoccuper de son cas personnel en premier. Mais c'est bien l'État, influencé en toute conscience, lui, par les intérêts d'un petit nombre de patrons, qui a institué cet ordre des choses. L'égoïsme comme valeur. L'individualisme comme issue de secours. Voilà ce qu'ils veulent.

### **29 novembre 2018**

Sondage du jour : 84 % des Français soutiennent les gilets jaunes !

Au même moment, la page Facebook « Compteur officiel de gilets jaunes » atteint un million d'abonnés en vingt-quatre heures, puis 2,4 millions quelques jours plus tard.

### **30 novembre 2018**

Affreuse photo prise à Nantes : un lycéen matraqué et ensanglanté, arrêté par des policiers – dont une femme. Il a l'âge de mes enfants. Il ne faut plus discuter avec Macron, il ne faut plus négocier... Il faut reprendre le pouvoir !

### **1<sup>er</sup> décembre 2018**

Je reçois un message groupé d'une Saillansonne dépitée : où sont les gilets jaunes du village ? Pourquoi ne rejoignent-ils pas les ronds-points de Die ou de Crest ? Ce village n'a-t-il pas la réputation de se révolter contre les injustices ?

### **4 décembre 2018**

Ça y est ! C'est fait ! Maxime Nicolle a rencontré Étienne Chouard. Un soulagement euphorique parcourt l'ensemble de ceux qui ont espéré cette jonction. Le RIC est enfin apparu comme *la* revendication clé... C'est dur à comprendre pour

beaucoup, et pourtant avec le RIC on est en partie libérés de nos maîtres. Pour ma part, je vois cette mesure constitutionnelle comme *la* sortie de crise par le haut...

## **5 décembre 2018**

Je n'en peux plus. Je n'en peux plus de l'aveuglement de ceux qui croient encore que les manifestants veulent la violence. Je me sens écrasée par toute cette propagande... Partout, sur les pages Facebook, les sites Internet, les sondages internes, les communiqués de presse et les tracts, les listes de revendications des gilets jaunes sont accessibles. Ces gens sont incroyables de persévérance et de détermination. Ce matin, j'ai trouvé les revendications officielles pour la prochaine manifestation : je les trouve à 100 % à mon goût ! Bizarrement, elles ne sont pas à la une de *Libération*, du *Monde*, de France-Inter, de BFM, et autres collaborateurs de la haute finance. La pétition de Priscillia Ludosky est extrêmement bien documentée, avec des liens d'articles sérieux, des réponses argumentées aux propos de Macron ou des ministres. Une mise à jour toute récente contient d'ailleurs un sondage auquel on peut répondre sur des propositions de revendications. Ça a le grand mérite de tout simplement exister. Mais *Le Nouvel Obs*, LCI, RMC ou CNews n'en parlent pas. C'est pourtant bien plus intéressant que cette histoire de carburants dont ils nous abreuvent pour nous empêcher de réfléchir... La demande de démocratie est immense ! Mais les médias, propriété de milliardaires français pour 90 % d'entre eux, sont juste en train de protéger le système, c'est tout !

## **6 décembre 2018**

La pétition pour la sauvegarde de notre train a atteint 5 000 signatures. Ce matin, elle est remise officiellement à la vice-présidente aux transports de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Nous espérons tous, collectifs d'usagers, élus locaux,

associations, que la région prendra très rapidement des mesures pour favoriser ce transport écologique, rapide et sûr. En attendant, il va falloir encore, tous les matins, ouvrir le site de la SNCF à l'heure du petit déjeuner pour vérifier que le train passe à l'heure, qu'il n'est pas supprimé... Et, le soir après le travail, à la gare de Valence, scruter avec inquiétude le tableau des départs dans l'espoir de pouvoir rentrer chez soi à une heure correcte.

Ce soir, une vidéo terriblement choquante est diffusée un peu partout : des dizaines de lycéens de Mantes-la-Jolie, arrêtés par la police, sont agenouillés, les mains sur la tête, et humiliés par les policiers qui tournent autour d'eux. Aucune condamnation officielle de la part du gouvernement ou du ministère de l'Intérieur. Rien. Le pouvoir humilie le peuple.

Les discussions autour de cet événement révèlent des prises de position parfois sommaires, justifiant l'action de la police vis-à-vis de ces jeunes qui pour certains auraient préalablement commis des dégradations. Le manque de respect ne mène pourtant jamais à rien de la part d'une autorité, qu'elle soit éducative ou officielle. Ironie : l'Assemblée nationale a voté la semaine dernière l'interdiction de la fessée... Quelle hypocrisie ! Respecter n'est pas excuser. Selon la loi, tout citoyen, quels que soient ses agissements, a droit au même respect de la part de l'État et de ses représentants. La police doit être irréprochable pour, justement, être respectable et respectée. En outre, le risque serait de légitimer la vengeance. L'État n'a aucun droit de se venger. Il dispose de la justice, qui justement évite la vengeance existant dans les groupes humains dépourvus de lois. Ne laissons pas véhiculer l'idée que les victimes de violences policières l'ont « bien cherché ».

Tout simplement, on ne peut pas mettre l'État et le citoyen au même niveau en cette matière. L'État n'a aucun droit à déroger à la loi, il *est* la loi. Le citoyen, lui, peut être jugé par la

justice pour une infraction à la loi. Rien à voir, donc. Je répète : quel que soit le délit ou le crime qu'il a commis, tout citoyen doit être traité par l'État en conformité avec la loi. Rien n'excuse donc le comportement des représentants de l'État à l'égard de ces jeunes (délinquants *ou* non).

L'ensemble des violences policières qui ont lieu depuis le 17 novembre devraient être regardées sous cet aspect de l'État de droit. Il faut refuser absolument de comparer ou de mettre en parallèle la violence de simples citoyens et celle de l'État, ce que font à longueur de journée les médias populistes tentant de délégitimer les gilets jaunes. Les manifestants sont une foule multiple et sans chef, et le simple citoyen agit en son nom propre. L'État est un et agit en notre nom à tous. Qui est responsable de l'escalade ?

Décision de fin de journée : je modifie ma photo de profil Facebook. J'avais gardé le « phi » de la France insoumise jusqu'ici, mais je sens de plus en plus que la force des gilets jaunes passera par l'union. Se dégager des partis pour créer du neuf. Se retrouver sur l'intérêt général. Ne pas savoir « d'où parle » l'interlocuteur permet d'évidence de mieux l'écouter, de prendre en compte ses paroles plus sincèrement, de dialoguer sans a-priori.

## **7 décembre 2018**

Toute la journée, nos deux lycéens bloquent leur lycée de Crest. Comme d'autres un peu partout en France. Blocage tranquille, avec une table de presse, des tracts, des infos... et de la musique sur le parvis de l'établissement. Quelques gilets jaunes du rond-point viennent leur rendre visite. Un peu d'inquiétude, tout de même, à distance, sachant les violences possibles de la part de la police.

Depuis qu'ils sont « grands », je leur fais passer régulièrement de l'information sur la marche du monde,

l'écologie, la surveillance de masse, les dysfonctionnements de la « démocratie »... Les discussions politiques, à table, le soir, sont fréquentes aussi. Le plus jeune, collégien, nous rapporte qu'un camarade a été réprimandé alors qu'il venait en cours avec un gilet jaune. Leur sœur, qui a choisi l'instruction en famille cette année, profite de nos commentaires sur ses cours de propagande (c'est ainsi qu'on devrait appeler l'instruction civique et morale, non ?)... Quelle responsabilité d'engager ainsi ses enfants à ouvrir les yeux... J'espère et je crains pour eux, alors que les libertés publiques s'amenuisent.

En fin de journée, les enfants, qui ne sont pas sur Facebook mais sur Instagram, reçoivent sur leur fil d'actualité une vidéo du ministre de l'Éducation nationale. Propagande paternaliste tentant d'effrayer parents et élèves...

Et ce soir, devant la mairie, nous sommes presque soixante au rassemblement des Coquelicots contre les pesticides, avec des prises de parole pour organiser des actions en vue de convaincre.

## **8 décembre 2018**

François Ruffin a un peu peur, et ça fait peur. Il publie ce matin une vidéo inquiétante, en direct de chez son garagiste. Au volant de sa voiture, il commence aujourd'hui une traversée de la France des ronds-points du nord au sud. Et il préfère faire vérifier ses plaquettes de frein, car « il faudrait pas qu'il m'arrive un accident, que je tombe par hasard dans un ravin »... Il évoque l'intimidation généralisée de toute opposition et vient d'apprendre qu'un dossier pour sédition a été ouvert sur lui par la DGSI.

Au même moment, Julien Coupat est interpellé et placé en garde à vue pour s'être sans doute trop approché d'une

manifestation avec un gilet jaune dans sa voiture... Raison officielle : « participation à un groupement formé en vue de commettre des violences ou des dégradations ». C'est ça, la sédition, en France, en 2018. Ils doivent avoir vraiment très peur.

Lecture du soir dans *Le Figaro* : « Macron a les pieds et les poings liés par l'Union européenne. » Dans les traités européens, la France n'a pas de politique économique autonome, pas de politique monétaire autonome, pas de politique budgétaire autonome, pas de politique commerciale autonome, pas de politique industrielle autonome, pas de politique fiscale autonome. Cet article de Coralie Delaume est un tournant, pour moi. Je bascule dans quelque chose qui pourrait ressembler à la nécessité du Frexit. Mais, pfff, je n'imagine même pas le chemin à parcourir...

## **9 décembre 2018**

Ce matin, au marché, j'apprends l'arrestation de Stéphane Trouille, notre voisin. Il a participé aux deux manifestations d'hier à Valence, celle des gilets jaunes et la marche pour le climat, et a été arrêté violemment. Il a refusé la comparution immédiate et doit être présenté au tribunal le 26 décembre. Dans l'attente, il est maintenu en détention. C'est la consternation à Saillans.

## **10 décembre 2018**

Discours de Macron ce soir : « Je vous hais ! Compris ? » Ce ton supérieur, cette certitude d'avoir raison, cette condescendance... Quelques mesurette démagogiques en forme de miettes : il donne d'un côté tout en reprenant de l'autre. Une marionnette de la haute finance. Je sais d'avance que les médias vont lui servir la soupe.

### **13 décembre 2018**

Les amis de Stéphane s'organisent pour le soutenir. Des liens se créent avec l'entourage des trois autres personnes arrêtées le même jour à Valence. Une page Facebook a été ouverte pour diffuser de l'information sur son arrestation et sa détention abusives. On me propose d'y participer pour gérer les publications et modérer les commentaires. D'heure en heure, les abonnés affluent.

### **15 décembre 2018**

La première manifestation, avec peu de forces de l'ordre, s'est plutôt bien passée. Plus le pouvoir s'est retranché dans la répression sans objet, plus ça s'est mal passé. Il faut être vraiment de mauvaise foi pour nier que des manifestants pacifistes se font agresser de façon très violente systématiquement chaque samedi. Et maintenant idem chez les lycéens. C'est de la provocation. Et une stratégie évidente pour délégitimer le mouvement. Macron joue le pourrissement et le chaos. Et les médias jouent le jeu de leurs maîtres en ne parlant pas des vraies revendications, en laissant dans l'ombre les gilets jaunes qui construisent patiemment depuis fin octobre une pensée nouvelle et passionnante sur la démocratie. La déclaration sur les marches de l'Opéra et celle du Jeu-de-Paume à Versailles ont été tronquées dans les journaux télévisés, ne laissant pas apparaître la revendication du référendum d'initiative citoyenne, par exemple. Il faut aller voir vivre le vrai mouvement des gilets jaunes. La plupart de ces personnes n'avaient encore jamais eu d'engagement politique : c'est passionnant d'observer leur évolution vers une prise de conscience de la cause de notre impuissance politique à tous. Ceux de Saint-Nazaire, ceux de Commercy, Steven Lebee, Priscillia Ludosky, Maxime Nicolle, et tous les autres... Ils construisent pas à pas une force de proposition indépendante, horizontale, sans chef, sans représentants, à coups

d'assemblées citoyennes, de vidéos, de lives Facebook, de sondages internes, de discussions à bâtons rompus sur les ronds-points, de communiqués de presse : ils travaillent jour et nuit ! J'espère de tout cœur que cette lame de fond aura de beaux développements pour une vraie démocratie : le pouvoir du peuple.

## **16 décembre 2018**

« Gilets jaunes : un revenu de base s'impose », écrit aujourd'hui le Mouvement français pour un revenu de base dans *Libération*. Voilà la solution courageuse au chômage, qui ne nécessite rien de plus qu'une vraie volonté politique, puisque financièrement les modèles étudiés sont viables...

La propagande libérale actuelle sur la nécessité de formation des chômeurs, sur le contrôle de ceux qui ne chercheraient pas assez activement du travail, sur le coût des allocations chômage, s'avère toujours bien efficace : la croyance populaire reste que le chômeur de longue durée pourrait trouver du travail s'il le voulait vraiment. Et pourtant, il suffit de chercher les chiffres pour découvrir que, même si tous les postes non pourvus (environ 300 000) l'étaient, il resterait bien encore près de cinq millions de chômeurs. Il n'y a plus d'emploi, point.

Le revenu universel a dans ce sens un grand intérêt : pas de fraude possible, pas de jalousie possible, puisque par définition tout le monde y a droit, de la naissance à la mort, sans condition. Fini les formulaires de treize pages, les photocopies de fiches de paie, les renvois de dossiers « incomplets », les mails sans réponses, les heures au téléphone, les mois d'attente... pour obtenir (ou non !) RSA, allocations logement ou autres prestations. C'est un retournement de société : le travail rémunéré ne serait plus central. Chacun serait libre et responsable d'avoir un emploi s'il le désire. La vraie vie, les relations humaines, la parentalité, l'éducation, le bénévolat,

l'entraide, la convivialité, pourraient reprendre le dessus. Paix sociale en vue !

## **17 décembre 2018**

J'aime beaucoup les publications de « Nantes révoltée », mais là, non, je ne suis pas du tout d'accord avec leur article « RIC, un outil pour éteindre la révolte », alors je commente.

Vous n'avez rien compris ! Vous n'avez pas du tout compris ce qu'est le RIC ! Il s'agit de la possibilité pour un certain nombre de citoyens (quelques centaines de milliers, chiffre à définir), en pétitionnant, d'obliger à la tenue d'un référendum national sur un sujet donné. Je veux proposer une loi : RIC. Je veux abroger une loi : RIC. Je veux révoquer un élu : RIC. Je veux changer la Constitution : RIC. C'est un outil puissant de pouvoir pour le peuple. On pourrait enfin voter des lois, et non encore, et encore, et encore, élire des « maîtres » qu'on ne peut plus déloger. C'est *la* solution pour imposer la taxation des transactions financières, pour réinstaller un vrai droit du travail, pour augmenter le montant du RSA, pour imposer la construction de logements sociaux, etc. Le résultat d'un RIC a force de loi ! Et, vous vous trompez, Macron et Philippe ne nous le donneront pas demain : il va falloir se battre, bec et ongles, pour qu'il soit inscrit sans tromperie dans la Constitution. Le RIC est d'une puissance phénoménale. Le peuple devient enfin citoyen dans le vrai sens du terme. Le RIC, c'est la désaliénation du peuple. Le RIC doit être « en toutes matières » (tout : fiscalité, traités internationaux, etc.), sans limitation. Ce serait voter et que notre vote prenne effet. Quel malheur si la gauche refuse de soutenir le RIC, quel malheur ! On n'a encore jamais eu le pouvoir : le RIC, c'est prendre le pouvoir des mains de ceux qui ne nous l'ont encore jamais donné. Vous êtes contre le RIC ? Vous préférez garder des maîtres, donc ? Quelle drôle d'idée...

## **18 décembre 2018**

J'apprends par une conférence de presse que la France insoumise va déposer une proposition de loi à l'Assemblée nationale afin d'inscrire le référendum d'initiative citoyenne dans la Constitution. (Surprise : François Ruffin et Étienne Chouard, même combat ! Je rêve, ou c'est « vraiment vrai » ?) Leur texte est rendu public pour être commenté par tous, puis la version finale sera déposée début janvier. La proposition passera ensuite en commission des lois, puis sera soumise au débat et au vote en séance plénière le 21 février, qui correspond à la prochaine « niche parlementaire » de la France insoumise.

Je me dis que ce serait l'occasion de mener une campagne nationale sur le RIC. Je propose l'idée à quelques personnes que je commence à « connaître » virtuellement, et un petit groupe d'une demi-douzaine de gilets jaunes se compose. Je prends soin d'y inclure des personnes hostiles à la France insoumise, pour que notre action soit apaisante. Il ne s'agit surtout pas de faire la promotion d'un parti, mais bien du RIC.

Bien que mon cheval de bataille soit plus volontiers le tirage au sort, je m'attelle à ce travail avec entrain, et mes nuits raccourcissent. L'idée qui émerge de notre fil de discussion est de proposer une lettre-type à envoyer à son député pour l'inciter à soutenir le texte. Il faut créer une page Facebook, puis un événement, avec tous les outils d'action disponibles pour les personnes qui voudront participer : informations faciles d'accès, texte de la proposition de loi, modèle de lettre, coordonnées des députés... Il faut aussi partager partout pour que l'événement prenne de l'ampleur, et ça c'est la partie la plus ardue...

Déjà, on lui a trouvé un titre : « T'es en démocratie et t'as pas le RIC ? »

## **20 décembre 2018**

Soulagement : Stéphane est remis en liberté dans l'attente

de sa comparution. L'accueil à Saillans est chaleureux. Il peut enfin rejoindre sa famille. Et préparer plus sereinement sa défense.

### **24 décembre 2018**

Colère contre une femme de gauche qui relaie les attaques contre Étienne Chouard...

Cette critique de Chouard est totalement malhonnête intellectuellement. Je rage à chaque fois que je vois quelqu'un de gauche critiquer Chouard. Écoute-le, et dis-moi ce que tu entends d'extrême droite dans ses propos, dans ses idées, dans ses objectifs. Rien. C'est un homme de gauche, qui dit être le plus proche de Ruffin et de Mélenchon. Que te faut-il de plus ? Non seulement cette critique de Chouard est malhonnête, mais surtout elle fait le jeu de Macron et compagnie. Je ne comprends pas. Je ne comprends pas l'intérêt de l'extrême gauche. Je ne comprends pas. Pourquoi ? Quel est l'intérêt de l'extrême gauche de diviser les gilets jaunes ? Il y a de la bêtise, là-dedans. De la bêtise issue d'un désir de pouvoir, d'un certain orgueil d'être les seuls à avoir raison, d'un raisonnement à l'ancienne qui ne fonctionne plus à l'ère du no-parti. Ils réfléchissent mal, avec des critères des années soixante-dix, et ils refusent absolument d'avoir tort. Je suis très en colère contre cette vieille gauche qui va réussir à faire fléchir les gilets jaunes. Comme Hamon a réussi à faire perdre Mélenchon.

### **25 décembre 2018**

Noël. Accueil des migrants, vrai partage, et donc justice fiscale, évidemment : « Ce que vous faites au plus petit d'entre les miens, c'est à moi que vous le faites. »

### **26 décembre 2018**

En vacances en famille loin de la Drôme, nous attendons avec inquiétude le verdict de la comparution de Stéphane et

des trois autres inculpés du 8 décembre. *Le Dauphiné libéré* et France Bleu Drôme-Ardèche écrivent et diffusent un peu n'importe quoi, reprenant tels quels les propos à charge et totalement hystériques du procureur. Enfin, le verdict tombe : dix-huit mois de prison dont six avec sursis et trois ans d'interdiction de manifester. Les trois autres ont tous aussi de la prison ferme et la même interdiction de manifester. Je suis atterrée. Une envie me prend de quitter ce pays.

### **31 décembre 2018**

Toujours en congés, je me heurte à l'incrédulité de quelques personnes lorsque j'évoque les violences policières, la vieille dame tuée à Marseille, les yeux crevés, les mains arrachées. Je suis prise pour une affabulatrice... Par contre, la mise en scène récente, à la « commedia dell'arte », d'une exécution du président choque au plus haut point. Cette manipulation de l'opinion me plonge dans une extrême colère. Impossible de regarder les « vœux » officiels de Macron sans avoir l'estomac retourné. Minuscule soulagement personnel : je n'ai pas voté pour lui. Sinon, je me sentirais encore plus mal.

### **4 janvier 2019**

Très peu de monde ce soir aux Coquelicots contre les pesticides : vacances, froid, pluie... Rendez-vous le mois prochain ! Ce mouvement est l'occasion pour chacun de se sentir libre et responsable. Libre d'inventer des actions, de les organiser et de les mener à bien, sans l'aval de quiconque, sans chef. Et responsable de l'énergie donnée et du temps passé – ou non – dans le but d'aboutir. Ni attentisme, ni subordination. Horizontalité avant tout. Nos vieux réflexes de nous chercher des leaders doivent disparaître afin de vraiment retrouver le pouvoir d'agir.

## 5 janvier 2019

« Soyons tous des boxeurs transpalettes ! » Cette phrase lue sur la page Facebook « Cerveaux non disponibles » ce samedi soir, après les séquences parisiennes de Christophe Dettinger boxant des boucliers et de quelques gilets jaunes fracassant la porte d'un ministère, me paraît pleine d'une sagesse ironique et puissante.

## 7 janvier 2018

Nous sommes lundi, et comme tous les lundis depuis le mois de septembre j'attends S., qui vient travailler son français avec moi en fin d'après-midi. S. est arrivé en France par la Méditerranée et l'Italie, puis par Briançon, il y a presque un an. L'association Voies libres Drôme l'a soutenu à son arrivée. Des amis l'hébergent. Il est inscrit en classe de troisième. Quel courage pour un jeune de seize ans... S. est resté quelques jours chez nous aux vacances de la Toussaint, et à cette occasion nous avons lu ensemble *Le Petit Prince*. J'entends encore le tremblement de sa voix au chapitre où le Petit Prince fait ses préparatifs pour quitter sa planète.

Aujourd'hui, nous devons travailler sur *1984*, de George Orwell, choisi par sa professeur de français. Ça me semble fort ambitieux pour une classe de « prépa-pro », et S. m'a d'ailleurs demandé de le relire pour l'aider à en faire un résumé. J'y ai passé quelques heures, et me suis rendu compte que la seule scène qui m'était restée en tête de ma première lecture était celle de la torture avec les rats tout à fait à la fin. Mais cette fois-ci, c'est bien autre chose qui me frappe de plein fouet : la « novlangue » ! Enfermer les esprits par la réduction du langage. « La guerre c'est la paix, la liberté c'est l'esclavage, l'ignorance c'est la force. » On est en plein dedans... Insidieusement, chacun se met à utiliser les termes imposés par la propagande du « en même temps ». La SNCF, par exemple, appelle désormais les usagers des « clients » – ça m'a

fait bondir la première fois que je l'ai entendu dans une gare. Autre exemple : le mot « capital », utilisé à tort et à travers, « capital santé », « capital formation » (le « capital », c'est *bien*...). Le libéralisme, « c'est une valeur de gauche », dit Macron. Le chômage de masse, « c'est parce que les travailleurs sont trop protégés », ajoute-t-il. Les flash-balls et les grenades c'est pour protéger les manifestants, supprimer les maternités c'est pour des accouchements plus sûrs, baisser l'ISF c'est pour favoriser l'emploi, fermer des lignes de train c'est pour sauver la SNCF... Cette question des glissements sémantiques, des éléments de langage, est terrible, car elle passe inaperçue et convainc le plus grand nombre des bienfaits du monde tel qu'il est. La pensée devient stéréotype, certains enchaînements mentaux automatiques et certaines idées impensables faute de mots pour le dire. « Un discours nous est imposé comme étant le seul possible », affirme le philosophe québécois Alain Deneault, spécialiste du totalitarisme néolibéral. Comme dans 1984.

S. repart : « Merci infiniment », me dit-il à chaque fois. « Je t'en prie, S. »

## **8 janvier 2019**

Luc Ferry, prétendu philosophe et ancien ministre, déclare sans broncher à la radio qu'il faudrait que la police se serve de ses armes « une-bonne-fois-écoutez-ça-suffit »... Le ministre de l'Intérieur va-t-il porter plainte contre lui pour appel au meurtre ? Suspense...

Au même moment ou presque, une journaliste sur Europe 1 s'interroge avec candeur : « N'y a-t-il pas danger à laisser le peuple s'exprimer librement ? »

Les personnes qui ont la parole dans les médias ont une notion des libertés publiques assez particulière ces temps-ci...

Au même moment encore, la cagnotte de soutien à la famille du « boxeur » est clôturée par le site en ligne qui l'hébergeait. La manipulation est une question de vie ou de mort pour ce gouvernement et ce président : l'opposition ne doit *jamais* gagner. Solidarité interdite ! Ici aussi, dans la vallée de la Drôme, une caisse de solidarité a été lancée pour aider les « Quatre de Valence » : sera-t-elle interdite ?

## **9 janvier 2019**

La proposition de loi pour le RIC déposée ce matin à l'Assemblée nationale est un bon exemple de sujet qui nous oblige à nous défaire de nos couleurs politiques pour ne voir que l'intérêt général : notre objectif est l'inscription du RIC dans la Constitution.

Nous avons tous une couleur politique, en tout cas pour ceux qui ont déjà voté, et même peut-être un peu aussi pour ceux qui n'ont jamais voté. Mais nous pouvons parler ensemble du RIC, car le RIC transcende les tendances. Diviser pour mieux régner, c'est ce que tente de faire Macron. Nous, nous cherchons l'union sur le RIC. Quand je vois l'évolution incroyablement rapide des publications sur les pages Facebook des gilets jaunes, je suis enthousiaste. Toutes ces personnes cherchent l'info, cherchent à se former. C'est extraordinaire de voir à quel point, une fois mises en situation de responsabilité, elles commencent à penser, à réfléchir, à accepter l'échange d'idées et le dialogue contradictoire. Un citoyen debout est un citoyen intelligent.

Je suis très optimiste sur la suite de ce mouvement. Des citoyens très différents se rencontrent, élaborent des idées, construisent des projets, imaginent un avenir meilleur. Des personnes avec lesquelles j'échange, sans les connaître auparavant, et qui peut-être ont voté Le Pen en 2017, je ne sais pas, s'intéressent aux travaux des chercheurs sur la démocratie, partagent des vidéos sur la création monétaire,

visionnent des infos sur l'évasion fiscale, se passionnent pour le budget de la Sécu...

Oui, la démocratie directe est *la* porte de sortie de cette crise, qui est majeure, qui est aussi une crise économique, une crise écologique. Le RIC doit être écrit par le peuple, aidé de spécialistes qui travaillent depuis des décennies sur ces questions, notamment aussi sur le tirage au sort, sur l'écriture de la Constitution, etc. Ce n'est pas un risque : c'est une immense ouverture, une immense chance de sortir d'un système sclérosé et qui va dans le mur !

En attendant, j'entends ce soir que Juan Branco, avocat et brillant intellectuel engagé, a été signalé au procureur de la République par la porte-parole d'En Marche car il tenterait d'« armer les esprits ». Accuser l'opposition d'avoir informé, éduqué, sensibilisé... Que doit-on comprendre ? Que les plus modestes doivent rester dans l'ignorance pour que l'élite soit bien certaine de garder le pouvoir ? Ignoble !

## **10 janvier 2019**

Bloquée ! Je suis bloquée par Facebook ! Pendant trois jours, je ne pourrai plus ni partager, ni commenter dans les groupes auxquels j'appartiens.

Frustrant, évidemment. Mais surtout inquiétant sur la façon dont des groupes de pression puissants parviennent à influencer ce qui se publie sur ce réseau social très suivi, et à interdire ainsi l'émergence de certains sujets. Je suppose qu'une catégorie d'articles, répondant à des mots-clés choisis, sont dès leur sortie bombardés de « signalements » par des armées de personnes payées pour ça. Ces articles sont donc automatiquement mal « notés », et le blocage survient si on les partage (trop).

Étrangement, j'étais en train de diffuser largement sur les plus grosses pages des gilets jaunes un article d'hier sur les

57 milliards de dividendes versés par les entreprises du CAC 40 pour 2018...

J'ai d'ailleurs eu, l'autre soir, une longue conversation avec une modératrice d'un très gros groupe Facebook de gilets jaunes. Elle évoquait les fermetures « automatiques » de pages, les blocages des modérateurs et des administrateurs (quinze jours, un mois !), l'« interdiction » de certains mots... Et me faisait part de la difficile position des modérateurs qui refusent ou suppriment certains posts : « On passe pour des tyrans, alors qu'on essaie de sauver les meubles. » Inquiétant...

## 11 janvier 2019

L'édito du *Monde* d'hier (« Crise sociale : halte au lynchage ») me hérise... Il y a plusieurs incompréhensions totales de la part de l'auteur dans ce texte.

D'abord, concernant la démocratie : non, la démocratie (*démokratos*, pouvoir du peuple, ne l'oublions pas) ne se définit pas forcément telle qu'il le dit (« chacun est libre d'élire ses représentants »). La représentation comme unique outil de la démocratie est justement ce qui est remis en cause aujourd'hui (proposition du RIC, du tirage au sort, etc.) par les gilets jaunes. Dans *démokratos*, il y a le mot « pouvoir » ! Or le seul « pouvoir » donné depuis la Révolution aux citoyens est d'élire des personnes à intervalles réguliers de quelques années : c'est bien maigre. Ne parlons pas des manifestations, grèves, boycotts et autres pétitions qui n'ont aucun effet sur le fond des choses, on le constate depuis bien longtemps – quant à moi depuis que j'ai l'âge de manifester, c'est-à-dire depuis près de quarante ans. Quant à évoquer les médias comme preuve de la démocratie française, ça ressemble à une blague, on est bien d'accord ?

Secondement, concernant la violence verbale des réseaux sociaux, effectivement, je la constate aussi. Je la qualifierais plutôt d'exutoire face à un mépris et à une vexation

quotidienne et consubstantielle au système de la part du pouvoir et des médias, justement.

Mais l'erreur n'est pas là. Elle est dans le fait d'omettre totalement la face la plus importante de ce mouvement, qui est justement le contraire de la vindicte. Il s'agit du désir de rassemblement qui se vit parmi les gilets jaunes. Un désir tel que des personnes de tous bords parviennent à converser, à dialoguer, à échanger des idées, à construire des projets. Les groupes de travail sur le RIC ou sur la récolte des revendications en sont des exemples. Des personnes qui ont eu des parcours politiques opposés se rencontrent pour créer une nouvelle société, basée justement sur la vraie démocratie, le pouvoir au peuple, où une nouvelle Constitution donnerait la possibilité à la fois d'élire des représentants (on est tout de même des dizaines de millions, la démocratie directe n'est pas possible), mais aussi de les contrôler, de proposer des lois, de les annuler, de donner son avis sur les traités internationaux, etc. C'est ça, l'innovation fondamentale des gilets jaunes. Et c'est justement parce que les médias n'évoquent pas cette réalité que la majorité des Français (qui ne lisent pas les médias alternatifs) la connaissent si mal.

Quel dommage que cette levée de bonnes volontés ne soit pas suivie par les médias ! Quel dommage que cette recherche de démocratie ne soit pas discutée sur toutes les chaînes ! Quel dommage que cet espoir de changement, à l'heure où on pétitionne et où on marche pour le climat, ne soit pas encouragé !

Mais non, les chiens de garde sont toujours là, veillant, par tous les moyens, à ce que rien ne change.

## **12 janvier 2019**

Je découvre un petit extrait vidéo stupéfiant. Sur CNews, entouré de quelques journalistes ou assimilés, le philosophe Vincent Cespedes affirme d'un ton ferme qu'il « comprend la

violence » dans les manifestations. Soudain, la panique gagne le plateau : « Hein-pardon-quoi-enfin-comment ?! » Comme un mur qui s'élève pour protéger leur fragile assurance, l'ensemble de ses interlocuteurs s'exclament et couvrent sa voix, confondant immédiatement compréhension et justification pour mieux disqualifier Cespedes, glissant de violence à bestialité pour mieux mépriser les gilets jaunes... Par contre, dès que les mots « violences policières » sont prononcés, la réplique à l'envers ne se fait pas attendre : « C'est pas vrai », entend-on derrière la voix de Cespedes. La citation de l'abbé Pierre (« Ceux qui ont tout pris dans les assiettes, et qui ensuite se plaignent de la violence des désespérés, ils ont plus de sang sur les mains que ceux qui prennent les armes ») est à peine écoutée, et le seul nom de sœur Emmanuelle provoque la fin des débats. Mais que protègent-ils avec autant de hargne ?

Déjà, le 16 novembre, veille du premier acte, Arte donnait le ton : « Les gilets jaunes sont-ils antidémocratiques ? » Les récurrents sondages à clic ne font pas mieux. *Le Dauphiné libéré* : « Êtes-vous choqué par les violences des gilets jaunes ? » Actu Orange : « Êtes-vous choqué par l'intrusion dans le ministère ? » *Le Figaro* : « Le gouvernement doit-il être plus ferme face aux violences des gilets jaunes ? » Même rengaine ce matin à la une du *Parisien*, qui évoque des gilets jaunes sans « aucune figure représentative » (oui, c'est le principe, nous sommes libres), « des revendications floues » (ils ne savent pas lire, ils ne doivent pas être journalistes), les « violences » (pfff...).

Je n'ai plus la télévision depuis trente-cinq ans, et depuis quelques années je ne parviens plus non plus à écouter France-Inter, la radio de mes années d'étudiante. Heureusement qu'existent, marginalisés mais bien vivants, quelques organes indépendants, à l'écoute de la pluralité du monde. À commencer par Le Média, où Aude Lancelin brille par sa dignité de journaliste intègre. Comme tant et tant d'autres,

Basta !, Reporterre et le belge Pour permettent d'accéder à des événements occultés et à des analyses hors des sentiers battus. Sans oublier les interviews sans complaisance et en noir et blanc de ThinkerView. Le site d'Olivier Berruyer « Les Crises », plus ardu, se nourrit lui d'articles d'experts internationaux. Pendant qu'Acrimed alerte sans se lasser sur les sidérants partis pris des médias mainstream.

### **13 janvier 2019**

Dimanche matin : Saillans comme en plein été, les enfants qui jouent dans la rue, un monde fou au marché, les cafés pleins, la fanfare ! Et cet après-midi, assemblée populaire ! Et spectacles, ateliers, musique... Tout ça, depuis vendredi, pour soutenir nos quatre voisins condamnés à de la prison ferme et à trois ans d'interdiction de manifester après le samedi 8 décembre des gilets jaunes.

Organisé en moins de deux semaines par la débrouille, la solidarité et la détermination saillansonnes, ce grand festival de trois jours a été baptisé : « À part ça, tout va bien ! » Dans toutes les salles disponibles, rencontres, projections, tables de presse et d'information, débats, expositions, ont rassemblé des centaines (près d'un millier, ai-je entendu) de participants. Magnifiques concerts le soir, dans la salle des fêtes bondée. Une cantine populaire à prix libres a régalé la foule. Un sentiment de solidarité qui réchauffe le cœur : heureuse d'habiter dans ce village exceptionnel !

Mais le soir, arrive la lettre de Macron...

Une première réaction à chaud, histoire de décrypter les implicites, les sous-entendus, ce qui est écrit comme si c'était évident pour tout le monde, comme si tout le monde était *a priori* d'accord. Car ça permet de comprendre ce sur quoi, *a contrario*, ils ne céderont pas, car ils ne saisissent même pas qu'on puisse penser autrement.

Bon, joli blablablaba pour commencer...

Puis une référence à la nécessité de « réussir » sa vie : juste vivre, vivre heureux, ça suffira, merci. La décroissance n'est donc pas à l'ordre du jour, apparemment, et du coup le paragraphe sur la transition écologique est à jeter à la poubelle.

Prospérité et générosité : « l'un va avec l'autre ». Ça, c'est la phrase-clé ! Ah oui, c'est sûr, si on est persuadé qu'il faut d'abord être riche avant d'être généreux, alors tout est foutu...

Un petit implicite sur les prestations sociales désormais financées par les impôts, juste comme ça en passant dans le chapitre sur la fiscalité : la solidarité, c'est fini, mettez-vous bien ça dans la tête !

Puis une phrase bien lourde sur la dette, histoire qu'on ne l'oublie pas : les banques privées, c'est sacré !

Et un développement sur le ruissellement, sans le nommer, à propos duquel on comprend qu'il est hors de question de revenir sur les questions de l'ISF, du CICE et de toutes les autres injustices fiscales (avec une belle contre-vérité concernant l'efficacité de cette politique).

Une solution unique proposée pour faire baisser les impôts : faire des économies en supprimant des services publics (aucune évocation d'une meilleure répartition de l'impôt !).

Et, justement, les services publics se trouvent amalgamés avec la fonction publique, et les suggestions d'améliorations ne portent que sur cette dernière.

La question écologique omet bien entendu la pollution agro-industrielle, les pesticides, le nucléaire, etc. Cette partie se termine par une évocation négative : le risque de pénaliser nos producteurs par la mise en œuvre de la transition écologique. Quel entrain !

La partie sur la démocratie insiste lourdement sur l'aspect absolument intouchable du système de la représentation, avec une définition hyper restrictive du « citoyen ».

L'immigration est traitée non pas dans la partie économique

mais dans la partie citoyenneté : comme quoi on se demande bien pourquoi on nous a stressés pendant tout l'entre-deux-tours avec le barrage contre Le Pen ! Parce qu'en plus, juste après le paragraphe immigration, on a... la laïcité, bien sûr ! Ben voyons...

Conclusion : en gros, en dehors de la question du référendum (mais le RIC n'est évidemment pas cité), les revendications principales des gilets jaunes, répétées à l'envi depuis deux mois partout sur les ronds-points, dans les manifestations, sur Facebook et le Discord, et dans les rencontres avec les élus, ne sont citées *nulle part* dans ce long texte : augmentation du smic et des minimas sociaux, baisse de la TVA sur les produits de première nécessité, et surtout (!) fin des privilèges financiers des élus et des hauts fonctionnaires !

Enfin, aucune info sur la façon dont vont être synthétisées les contributions au débat : c'est un peu inquiétant.

Alors, pour finir sur du positif, il y a un point qui me paraît faire une toute petite entorse avec la pensée unique du système : le tirage au sort est cité !

## **14 janvier 2019**

Je viens de lire un étrange article sur les origines, l'évolution et les revendications des gilets jaunes : « Plongée dans les comptes Facebook des gilets jaunes », commandé semble-t-il par la Fondation Jean-Jaurès et publié par *Le Nouvel Obs*. Ce très long écrit me paraît bien informé sur les débuts du mouvement, que j'ai moi-même observés en direct et vus évoluer depuis la fin octobre... Mais, bizarrement, dans une deuxième partie, alors que le journaliste rapproche pour les deux tiers d'entre elles les revendications du programme de la France insoumise, soudain, sans transition, au paragraphe suivant, il bascule dans le procès d'intention. Cela démarre par cette phrase : « Si, individuellement, [les gilets jaunes] ne viennent pas tous de l'extrême droite, ils s'y dirigent

collectivement. » Puis déboule un déluge de clichés, défaites de toute objectivité journalistique, dont le but est de démontrer que les gilets jaunes sont fondamentalement antidémocrates et antirépublicains... Consternant d'a-priori, de fermeture d'esprit et d'automatismes de classe. Je vois venir très exactement ce qui s'est passé en 2017 : les vrais pourvoyeurs de changement radical sont mis au ban du champ des possibles, pour mieux faire monter l'extrême droite et s'en débarrasser d'un coup de balai « républicain » le moment venu... Mais qui donc est antirépublicain ? Ne seraient-ce pas les nantis au pouvoir par leur refus catégorique de toute réponse politique à un mouvement social qui dure depuis près de deux mois ? Ne seraient-ce pas la police et la justice par leurs violations répétées de l'État de droit ? Les gilets jaunes ne demandent-ils pas au contraire le rétablissement d'un vrai contrat social républicain en réclamant à cor et à cri l'institution du référendum d'initiative citoyenne ?

## **15 janvier 2019**

« Il est temps de discuter tous ensemble de la manière dont nous allons faire comme j'ai prévu. » J'ai oublié où cette phrase est venue sous mes yeux : c'est effectivement exactement l'objectif du « grand débat » qui commence aujourd'hui. Encore une fois, les mots sont tordus : aucun débat, beaucoup de propagande. En ouvrant les pages du site Internet dédié, je tombe sur le questionnaire auquel les Français sont invités à répondre. Un QCM ! Trop facile ! Dans la catégorie « Fiscalité », première question : « Afin de réduire le déficit public de la France qui dépense plus qu'elle ne gagne, pensez-vous qu'il faut avant tout :

- réduire la dépense publique ;
- augmenter les impôts ;
- faire les deux en même temps ;
- je ne sais pas. »

« There is no alternative », disait Margaret Thatcher. Question numéro deux : « Afin de baisser les impôts... » Ah tiens, ils ont répondu sans nous à la question numéro un, on dirait ! Ça continue : « Quelles dépenses publiques faut-il réduire en priorité ? Dans quels domaines faut-il faire avant tout des économies ? » Le vocabulaire et la syntaxe des questions contiennent la politique néolibérale de Macron, toutes les réponses sont induites implicitement. Et après, ils vont nous faire des jolies statistiques, qui seront mathématiquement justes, pour nous dire combien de personnes préfèrent qu'on baisse le budget de la Santé et combien préfèrent plutôt qu'on coupe dans celui de l'Éducation...

Impossible de participer sans se sentir méprisé, rabaissé, mutilé intellectuellement. Ce sera notre infime revanche. Après tout, le premier à avoir boycotté, pendant deux mois, le débat proposé par les citoyens gilets jaunes, c'est quand même le pouvoir ! Boycott assez violent, d'ailleurs. Les Français avaient fait des propositions, il les a dédaignées... Bref, ce débat prend tout à l'envers.

## **24 janvier 2019**

Étienne Chouard sort un livre : *Notre cause commune* (Max Milo, 2019). Joli jeu de mot sur la « cause » : raison, explication de notre impuissance politique ; objectif, désir d'un avenir meilleur.

## **25 janvier 2019**

Terrible nouvelle familiale... Nous allons devoir compter plus que jamais sur l'hôpital public, sur la Sécurité sociale, sur les remboursements des soins à 100 % pour les malades de longue durée, sur les derniers résultats de la recherche publique, sur les moyens humains et techniques des services spécialisés...

Depuis le début du mouvement des gilets jaunes, j'ai très souvent l'occasion d'évoquer la nécessité absolue des cotisations sociales sur les revenus. Le fait que ces cotisations soient devenues des « charges » dans le langage courant est un symptôme : on laisse l'opinion publique croire que ce sont des dépenses lourdes et inutiles... Franck Lepage, militant-comédien, le dit formidablement bien dans l'un de ses sketches, où il met en scène des patrons ravis de la baisse des cotisations salariales : « On a gagné ! L'hôpital, on peut l'enlever ! Les malades, y peuvent crever ! » Sécurité sociale, hôpital public, retraite, chômage : tout ça, c'est les cotisations sociales, mais personne ne le sait... Piège démagogique : peu à peu la solidarité nationale disparaît au profit du privé. Nous sommes comme la grenouille plongée dans une casserole d'eau froide sous laquelle on allume le gaz : l'eau se réchauffe peu à peu, et la grenouille meurt ébouillantée.

## **26 janvier 2019**

Réponse au suspense du 8 janvier : non, comme on pouvait s'y attendre, le ministre de l'Intérieur n'a pas déposé plainte contre Luc Ferry pour appel au meurtre. Par contre, il veut poursuivre Éric Drouet pour appel au « soulèvement ».

Faisons un pas de côté. Si j'ai bien compris, Macron admire Nelson Mandela. Mais lequel ? Le Mandela qui, devant l'échec de la lutte pacifique et de la désobéissance civile, est devenu le chef militaire de la branche armée du Congrès national africain, et a organisé des sabotages d'installations publiques et militaires ? Macron ferait bien de relire la vie du leader sud-africain. Oui au soulèvement !

## **31 janvier 2019**

François Bégaudeau passe ces jours-ci sur tous les « plateaux », comme on dit. Il est incroyable de sincérité, ne se laissant jamais couper la parole, gardant en tête son idée

première pour y revenir avec opiniâtreté, reprenant systématiquement tous les implicites malhonnêtes des journalistes pour les retourner et les mettre au jour. « Il les met tous en PLS intellectuelle », ai-je lu quelque part. Oui, il parvient à déstabiliser même les chiens de garde les plus redoutables, qui se retrouvent bouche bée devant tant d'évidences.

Son livre *Histoire de ta bêtise* (Fayard, 2019) les cible directement, eux et toute la classe des nantis qui paniquent devant la révolte des plus modestes. Bégaudeau révèle patiemment les automatismes de mépris déclenchés par la peur. Peur de perdre ses privilèges, peur de perdre son statut social, peur de perdre son influence : les bourgeois – et nos enfermements « bourgeois » à tous – se murent derrière des principes, des formules toutes faites, des enchaînements mentaux réflexes, une morale bien-pensante mais peu pensée. Et l'opinion publique est invitée à suivre, à croire et à répéter que la violence c'est mal, que le mérite c'est bien, que la révolution c'est dangereux, qu'« on a de la chance de vivre en France »...

Tous ces intellectuels qui-s'la-pètent, nourrissant leur connivence sociologique morbide, nous emmènent allègrement à la répétition de 2002, de 2017, à la disqualification des seuls vrais pourvoyeurs de changement, à la violence contre les plus petits pour protéger les ultrariches. En toute bonne conscience.

## **1<sup>er</sup> février 2019**

Difficile de se mobiliser sur du moyen ou long terme : le rassemblement des Coquelicots ne réunit ce soir qu'une bonne vingtaine de courageux. Nous décidons de nous organiser pour une présence au marché le dimanche afin de faire signer la pétition contre les pesticides.

## **2 février 2019**

Ma première manif jaune ! Il était temps... Un contrôle de police en chemin avec demande d'ouverture du coffre de la voiture qui nous emmène, des heures sous une pluie battante, sans doute une petite dizaine de milliers de personnes, le centre-ville de Valence hermétiquement fermé par les CRS, de sympathiques slogans à la bombe sur les plaques de bois des vitrines calfeutrées, quelques gaz lacrymogènes, et surtout un moment d'écœurante provocation policière devant la gare...

## **5 février 2019**

Aujourd'hui devrait être le grand jour du début d'une grève générale. Un double mot d'ordre remarquable : la grève *et* le boycott de la grande distribution. Tout est là, effectivement : relocalisons l'économie, cultivons des potagers, mettons en œuvre le troc, échangeons nos compétences, éduquons nos enfants à la décroissance... Les médias vont-ils faire des articles, des analyses, des interviews, sur cette prise de conscience, depuis le début du mouvement, du lien entre la situation sociale et l'ultralibéralisme, sur cette articulation essentielle entre transition démocratique, sociale et écologique ? Ce serait trop beau...

Pourtant, très cruellement, la société de consommation nous interdit la grève générale. Nous avons toujours le réflexe de protéger nos privilèges, fussent-ils minimes à nos yeux. Nous ne sommes pas encore suffisamment près du précipice annoncé. Nous continuons à croire que nous avons besoin des « riches » et nous désirons leur ressembler. Ne pas porter préjudice au fonctionnement économique du pays, c'est un refrain trop entendu à mon goût sur les pages des gilets jaunes... Syndrome du ruissellement espéré... pour plus tard, toujours plus tard.

### **13 février 2019**

L'événement Facebook que nous avons créé il y a quelques semaines pour soutenir le RIC a réuni environ 500 personnes. C'est peu, il est difficile de mobiliser...

Je passe la matinée devant mon ordinateur en direct à l'Assemblée nationale : la proposition d'inscription du référendum d'initiative citoyenne dans la Constitution est présentée en commission des lois. Et, comme prévu, la « démophilie » de la plupart des députés se montre au grand jour. En dehors de la France insoumise, qui propose le texte, tous sont contre le RIC pour des raisons qui se rejoignent. Leur façon de parler du « peuple » donne l'impression qu'ils n'en font pas partie ! Ils se considèrent comme compétents à partir du moment où ils sont élus, comme par un coup de baguette magique. Le mot « participation » est répété comme une incantation magique : « Pitié, pas le RIC ! » On a bien la preuve concrète qu'ils ne veulent pas que l'ensemble de la population ait son mot à dire sur leurs décisions. Le RIC révocatoire, en particulier, leur fait vraiment peur : c'est presque comique à observer. L'argument sur le risque d'instabilité dû au RIC révèle leur idéal : oui, une dictature, c'est assez stable...

### **14 février 2019**

Je viens de trouver ceci, qui parle bien du mépris de l'élite pour le reste de la population :

- 1789 : le droit de vote c'est dangereux ;
- 1848 : le suffrage universel c'est dangereux ;
- 1851 : le bulletin secret c'est dangereux ;
- 1875 : le parlementarisme c'est dangereux ;
- 1945 : le vote des femmes c'est dangereux ;
- 2019 : le référendum d'initiative citoyenne c'est dangereux.

## **15 février 2019**

Je suis à Grenoble pour rendre une visite à l'hôpital. Dans la matinée, place Notre-Dame, mon regard est attiré par une silhouette... Mais... oui... c'est bien lui : François Ruffin ! Avec son jean, son blouson en cuir et ses deux enfants, il consulte le plan des transports en commun à la station du tramway. Je m'empresse de traverser la rue, et lui adresse deux ou trois « Merci ! » en guise de salut. Et quelques mots pour l'encourager, le remercier encore et lui dire à quel point sa présence est indispensable dans le paysage politique français. Je ne veux pas le déranger plus... On ne lâche rien !

## **20 février 2019**

Stooooop ! Je n'en peux plus ! C'est insupportable ! Je n'ai pas d'adjectif assez fort pour exprimer mon dégoût, cette envie de hurler. Maintenant, ils s'attaquent aux enfants. Ils vont dans les classes de primaire pour dire que « les gilets jaunes, c'est des méchants »...

J'ai l'impression de voir Nicolae Ceausescu se faisant offrir des fleurs par une petite fille à la télévision roumaine en 1987.

J'ai l'impression de voir la télévision chinoise en 1989, juste après la répression de Tiananmen, quand tous les chefs du Parti communiste venaient dire que les étudiants et les Pékinois qui les soutenaient n'étaient qu'une « poignée » de contre-révolutionnaires.

Vous étiez du côté de Ceausescu, vous, dans les années 80 ? Vous l'avez soutenu ? Vous y croyiez, aux fleurs offertes par ces enfants souriants ?

Vous étiez du côté de Li Peng, vous, le 4 juin 1989, quand les chars ont écrasé les manifestants à Pékin ? Vous y croyiez, à leurs images de méchants manifestants ?

Non, bien sûr, vous n'y croyiez pas. Vous, vous avez du recul... Ce sont des dictatures, ces pays-là...

Et ici, en France, en 2019, vous y croyez ! Vous y croyez, à

cette télévision française qui depuis trois mois essaie d'étouffer la révolte des Français contre ce système qui les empêche de vivre. Vous y croyez, à cette presse aux ordres qui depuis trois mois tente de protéger les riches contre la grande masse des Français qui veut vivre dignement. Vous y croyez, à ces médias achetés par le CAC 40 qui cherchent par tous les moyens, y compris les plus vulgaires, à permettre aux multinationales de continuer à pourrir la planète.

Ben oui, vous y croyez...

Ma colère ne peut plus rester sans objet, sans action, je ne peux plus me contenter d'écrire et de discuter. Je dois aller sur le terrain. Alors, en fin d'après-midi, je lance un fil Messenger avec *tous* mes contacts saillansons, et je propose d'occuper le rond-point d'entrée du village. J'argumente qu'aller à Valence, à Crest, à Die ou ailleurs, c'est loin, ça consomme du carburant et ça pollue... Alors qu'au rond-point nous aurions une visibilité très forte. Il ne se passe pas plus d'une dizaine de minutes avant qu'une première personne réagisse, et la boule de neige se met en marche. Première réunion prévue après-demain sur les bords de Drôme. Soulagement...

## **21 février 2019**

L'inscription du référendum d'initiative citoyenne dans la Constitution est proposée officiellement à l'Assemblée nationale ce matin ! Comme en commission la semaine dernière, aucun miracle en vue... Dénî de démocratie en direct ! Les députés font la preuve de leur mépris du pouvoir pour le peuple et par le peuple : près de 80 % des Français sont pour le RIC, mais pas eux. Puisqu'ils sont contre, nous sommes légitimes à nous insurger.

Il y a un mois, j'avais vu quelques photos d'une immense fresque, sur le thème « Hiver jaune », peinte par le collectif

d'artistes Black Lines, rue d'Aubervilliers, à Paris. Plusieurs portraits du « boxeur », des visages blessés ou éborgnés, une interprétation moderne de « La Liberté guidant le peuple » de Delacroix, les mots « Révolution », « RIC », « Liberté »... Et ce soir, tout est gris : peinture grise sur ces œuvres à dominante jaune. L'opération « nettoyage » n'a même pas oublié d'être mesquine : sur la scène d'une famille autour d'une télévision affichant le mot « Révolution », seul l'écran a été grisé. Dazibao interdits, censure... Sommes-nous vraiment dans un pays libre ?

## **22 février 2019**

« L'élection est la partie la plus médiocre et la plus vaine de la vie politique », affirme François Bégaudeau. Comment faire comprendre à tous que la démocratie n'est pas l'élection ? Ou vice-versa que l'élection n'est pas la démocratie ? La démocratie, c'est le vote : nuance ! Le vote pour des idées, pas pour des personnes qui ne nous représentent pas... Élire, c'est se choisir une élite, donc vivre en oligarchie, et renoncer dans le même temps à son pouvoir de citoyen. Le grand argument de ceux qui refusent la révolte des gilets jaunes tient dans cette phrase : « Vous n'êtes pas d'accord ? Il y a les élections pour ça ! » Mais le système représentatif n'est pas le seul possible. Imaginons le RIC associé à des assemblées citoyennes tirées au sort : quelle différence ! Et, tant qu'à faire, pour commencer, le tirage au sort d'une assemblée constituante pour écrire nous-mêmes la prochaine Constitution, selon le principe que « ce n'est pas aux hommes de pouvoir d'écrire les règles du pouvoir ». Sans cela, nous continuerons à nous battre contre des moulins à vent, nous continuerons à faire la grève contre des patrons dont les intérêts sont ailleurs, nous continuerons à signer en vain des dizaines de pétitions, nous continuerons à marcher des kilomètres dans des manifestations sans lendemain, nous continuerons à boycotter des entreprises

protégées financièrement par les lois, nous continuerons à écrire des tribunes dans tous les médias bien-pensants...

## **23 février 2019**

Saillans enfin jaune !

Il suffit très souvent d'une simple étincelle... Qu'une personne décide d'en contacter quelques autres avec une idée simple, et l'étincelle se diffuse et en éclaire d'autres.

L'idée était simple, oui, et aurait pu surgir depuis bien des semaines : rendre visibles les gilets jaunes de Saillans. Pourquoi pas plus tôt ? Mystère. Mais le déclic est arrivé et, après une petite réunion d'une quinzaine de personnes sur les bords de Drôme hier, tout s'est mis en place.

C'est parti : le rond-point de Saillans sera jaune tous les samedis ! Aujourd'hui, de 10 heures à 13 heures bien sonnées, une bonne trentaine de Saillansons se retrouvent donc sur ce carrefour pas comme les autres. Avec une table, des chaises et quelques thermos de thé et de café. Sans oublier un âne, un bébé, une guitare et leurs cordes vocales associées... Les Diois et les Crestois passent nous encourager. Un « Quiz des gilets jaunes », questions au recto, réponses et sources de l'info au verso, a été imaginé et imprimé en une bonne centaine d'exemplaires. Les voitures sont nombreuses en ce jour de départ au ski, et les coups de klaxon ne manquent pas. La plupart des conducteurs acceptent de prendre le petit papier jaune qui leur permettra d'apprendre, sur la route des vacances ou du marché de Die, que 90 % de la presse française est possédée par dix milliardaires, qu'il n'y a que 3 % d'ouvriers et employés élus à l'Assemblée nationale alors qu'ils forment 40 % de la population française, qu'il faut en moyenne vingt-huit ans de salaire à un smicard pour gagner ce que gagne en un mois un patron du CAC 40, et bien d'autres choses encore.

Mais ce n'est pas tout ! Demain, dimanche donc, au marché de Saillans, encore de la musique, de l'info et une parole

ouverte. Chacun, passant à côté des gilets jaunes, sera invité à compléter cette phrase comme bon lui semblera : « Les gilets jaunes, ça me... », puis à afficher sa feuille sur un fil bien en vue. Et les projets ne manquent pas. Certains vont très probablement proposer des goûters-café-thé en plein air le mercredi. D'autres réfléchissent à une maison du peuple. Et l'idée d'une assemblée citoyenne fait son chemin.

Il suffit très souvent d'une simple étincelle...

## **26 février 2019**

Dans trois mois, les élections européennes. Je rêve d'un grand mouvement pour le vote blanc qui pourrait être initié par les gilets jaunes, embarquant avec eux une majorité de Français mécontents... Quelle claque ce serait pour le système électoral de la V<sup>e</sup> République ! Mais je ne vais pas rêver bien longtemps... Quelques « tests » en commentaires Facebook sur des publications de groupes gilets jaunes me font vite déchanter. Je tente de plaider pour le seul vote unitaire possible, pour le symbole de révolte que représente le bulletin blanc, pour une manifestation géante dans les urnes. En vain. L'objectif numéro un de la majorité, c'est de faire vaciller Macron en votant massivement pour les plus grosses listes d'opposition. Je suis bien déçue par l'enfermement que ces réactions révèlent. Même s'ils militent pour le référendum d'initiative citoyenne, ceux qui me répondent restent englués dans le système des partis et, surtout, dans la recherche d'un homme providentiel – d'un chef ! Malgré les déclarations d'apartisanisme, chacun a bien son petit préféré, et la volonté d'union sacrée ne tient pas le choc devant ces habitudes ancrées depuis si longtemps. Refaire toujours la même élection depuis quarante ans ne semble pas nous avoir encore assez fatigués. Nous sommes bel et bien conditionnés à n'être que des électeurs, et c'est ce conditionnement qui nous ôte tout pouvoir citoyen. « Macron dehors ! », c'est malheureusement la

promesse d'un autre tyran, d'un autre oligarque, d'un autre « Dehors ! » à venir.

## **28 février 2019**

François Ruffin vient de sortir son livre contre Macron, *Ce pays que tu ne connais pas* (Les Arènes, 2019), imprimé à près de 50 000 exemplaires. Son « road-movie » sur les ronds-points jaunes de France au mois de décembre, « J'veux du soleil », commence à être vu dans des avant-premières rassemblant des centaines de spectateurs. Et les journalistes démarrent les attaques contre lui ! On aurait pu s'y attendre : Ruffin devient dangereux pour ce qu'il appelle « la caste ». *Libération*, France 2, et sans doute d'autres qui m'ont échappé, cherchent la petite bête, lui demandent à qui il reverse ses droits d'auteur, tentent de trouver la brèche par laquelle le faire tomber. Pathétiques chiens de garde si bien dressés.

## **1<sup>er</sup> mars 2019**

Procès politique, toujours. J'apprends dans *L'Humanité* qu'un maire de Gironde est accusé d'avoir utilisé le mot « guérilla » lors d'une réunion de gilets jaunes. Il est convoqué devant le tribunal correctionnel de Bordeaux le 27 mai. Moi aussi, le vendredi 22 février 2019, vers 15 heures, sur les bords de la Drôme à Saillans, j'ai dit en présence de nombreuses personnes que les actions de type « guérilla » étaient selon moi une bonne idée : soyons partout à la fois, soyons imprévisibles, soyons sans chef ! Qu'ils viennent me chercher !

Trente et quelques personnes aux Coquelicots ce soir. Avec une bonne discussion sur les vignes qui mangent peu à peu la montagne... Comment pourrions-nous dialoguer avec les viticulteurs qui pensent que passer au bio est trop compliqué pour eux ? Ne faudrait-il pas, plus raisonnablement, commencer par sensibiliser les privés afin qu'ils cessent

d'utiliser des produits dans leurs jardins et leurs potagers ? Plusieurs jolis panneaux en bois dans Saillans proclament depuis quelques mois : « Village sans pesticides. » Slogan trompeur : seuls les terrains municipaux en sont exempts...

*Le Monde* titre : « France : dans la rue, l'espoir du changement. »

En début de semaine, *Le Nouvel Obs* affirmait : « Il y a comme un parfum de printemps en France. »

Oups, non, petite substitution volontaire : ces encouragements s'adressent évidemment aux manifestants algériens, après l'éloge des opposants au régime syrien, le soutien aux manifestants de l'opposition vénézuélienne, l'admiration pour la chaîne humaine des femmes indiennes... Quand la presse française se sera libérée de ses donneurs d'ordre, peut-être acclamera-t-elle aussi les Français qui descendent dans la rue.

## **2 mars 2019**

Il faut réouvrir la maternité et la chirurgie à Die ! Les gilets jaunes, ce samedi, tractent au rond-point de Saillans pour inciter tous les habitants de la vallée à participer à la marche blanche pour le petit Aimé, mort-né il y a dix jours faute de soins de proximité.

En effet, le 31 décembre 2017, la maternité de Die a fermé ses portes, de même que le service chirurgie, après des années de lutte des Diois, main dans la main avec les élus, pour garder ces services vitaux à proximité de leurs lieux de vie. Au niveau national, les discours se sont voulus rassurants. Un dispositif serait mis en place pour permettre aux femmes d'accoucher en toute sécurité dans l'hôpital de leur choix.

Malheureusement, ce début d'année 2019 nous prouve ce que nous savions et craignons : deux enfants sont nés sur le bord de la route, et un autre est décédé *in utero* faute de prise

en charge rapide. Ce terrible événement du 18 février est d'autant plus insupportable que, en 2014, le grand frère de ce bébé avait été sauvé grâce à des soins urgents à la maternité de Die.

Et pourtant, la ministre de la Santé Agnès Buzyn continue d'affirmer sur tous les médias que le protocole de suivi des femmes enceintes dans les zones rurales éloignées « fonctionne parfaitement ». Et pourtant, la députée LREM Célia de Lavergne continue à distiller des paroles de fausse compassion et des mots de politique-fiction prétendant que tout sera mis en œuvre afin d'« éviter qu'un tel drame ne se reproduise »...

Comment ces politiques peuvent-ils croire ce qu'ils énoncent ? Rien ne pourra jamais remplacer une maternité et un bloc chirurgical de proximité dotés de moyens adéquats. Fermer un service hospitalier, c'est laisser mourir des gens.

Tout simplement.

## **7 mars 2019**

Nouvelle réunion du groupe de travail sur le bureau de poste ce soir. Nous sommes une douzaine d'habitants du village, avec deux élus. Les propositions de la direction de la Poste ne nous satisfont pas. Nous ne voulons pas perdre une partie des services en acceptant une agence au rabais, qui plus est en partie financée par la commune. Maire en tête, nous décidons que nous allons résister, et s'il le faut par la désobéissance.

Oui, il est grand temps de désobéir ! Dans tous les domaines... Apprenons aussi à nos enfants à ne pas toujours obéir aux ordres, à se poser des questions, à choisir selon une éthique, à réfléchir à leurs envies d'achats, à remettre en cause les habitudes...

Et, nous aussi, pensons aux conséquences de tous nos actes, n'agissons pas juste « parce que c'est comme ça qu'on a toujours fait », osons être différents, ne soyons plus aveugles, prenons la

parole pour défendre les plus faibles dans toutes les circonstances...

## **9 mars 2019**

Au rond-point, nous attendons le ministre de l'Agriculture, le Drômois Didier Guillaume, qui visite aujourd'hui quelques exploitations agricoles dans la vallée. Nous avons occupé les lieux avec une grande énergie ce matin. Des renforts de choc sont arrivés plus tôt que nous de Valence avec du matériel de pro : piquets pour installer des banderoles, gros scotch, bombes de peinture... Cette nuit, une équipe saillansonne a collé de larges affiches jaunes le long de la route. Le pique-nique partagé a attiré du monde, les discussions vont bon train. Nous sommes désormais une cinquantaine, une opération escargot se met en place en début d'après-midi, avec un efficace relais téléphonique depuis le village que visite le ministre... Beaucoup de bonne humeur ! Rapidement, une bonne douzaine de véhicules de police/gendarmerie nous arrivent dessus : quelques minutes de tension, ils font mine de contrôler nos identités, puis un simulacre de discussion a lieu avec le chef, qui répond invariablement que pour les opposants à Macron il y a les élections et le « grand débat »... Lorsqu'ils partent enfin, je m'approche de lui : « Avez-vous le droit de lire ? » Il accepte de prendre un tract sur la redistribution des richesses. Le lira-t-il ? Le ministre, lui, prendra un autre chemin...

## **10 mars 2019**

Hier comme samedi dernier, les vidéos de violences policières me semblent beaucoup plus nombreuses qu'en février. Le pouvoir a sans doute à nouveau, après un semblant de répit, donné l'ordre de réprimer sans merci...

Depuis le mois de novembre, des gilets jaunes répertorient en photos l'ensemble des blessés graves sur le site « Le Mur jaune ». De son côté, le journaliste David Dufresne rassemble

toutes les preuves des violences policières sur « Allô place Beauvau ». Et pourtant, toujours le déni de la part de l'État. Blackout.

Après Amnesty international, après la Ligue des droits de l'homme, après le Conseil de l'Europe, c'est désormais la Commission des droits de l'homme des Nations-Unies qui intervient officiellement pour condamner les violences policières, les plus graves en France depuis la guerre d'Algérie il y a près de soixante ans. Seule réponse de Macron : il n'est pas acceptable de *parler* de violences policières en France !

Cette intervention de l'ONU contre la France a même fait l'objet d'une soirée totalement hystérique sur LCI, quelques journalistes ou animateurs enfermés dans une pensée schizophrénique plongeant dans des propos complotistes dignes de la télévision nord-coréenne. Ce qui paraît à peine croyable, c'est qu'ils ne jouent pas la comédie, non : ils croient sincèrement ce qu'ils disent !

Je repense régulièrement à l'altercation que j'ai eue fin décembre avec des personnes qui ne me croyaient pas quand je parlais des violences policières, quand j'affirmais qu'une vieille dame avait été tuée par la police à sa fenêtre à Marseille, quand je parlais des yeux crevés et des mains arrachées. Avec une telle propagande tous azimuts, le point de vue de ces personnes n'a sans doute pas changé.

Sans un soulèvement massif, cette poignée de cyniques gardera le pouvoir.

## **12 mars 2019**

Jacques Toubon, défenseur des droits, a mes faveurs depuis que je l'ai entendu répondre avec indignation, en insistant sur l'obligation de résultat des droits fondamentaux, à deux députés LREM qui défendaient la loi « Asile et immigration ». Aujourd'hui, il publie son rapport annuel, et ça n'est pas joli à voir : « renforcement de la répression », « affaissement des

libertés », « repli des services publics », « sape de la cohésion sociale »... Griveaux, Castaner ou Philippe – je ne sais plus lequel tant ils clonent leurs discours – lui répond par une attaque de cour de récréation.

### **14 mars 2019**

Un sondage qui fait du bien : 61 % des Français soutiendraient le mouvement des gilets jaunes, contre 28 % qui y seraient opposés, et... 11 % qui ne savent pas. Qui ne savent pas ? Pfff...

### **15 mars 2019**

Grève pour le climat : nos deux lycéens vont manifester à Valence, et le plus jeune, collégien, décide de ne pas aller en cours. Fierté ! Et ce soir, une bonne discussion politique à table sur les moyens d'action dont dispose le peuple. P., douze ans, s'exclame : « Ils nous volent notre futur ! »

### **16 mars 2019**

Cette nuit, 27 casseurs ont agi froidement et en toute impunité. Ils ont vendu Aéroports de Paris, la Française des jeux et Engie. Déchaînés, sur leur lancée, ils ont modifié les seuils sociaux et supprimé le tarif réglementé du gaz. Il ne doit pas y avoir assez de CRS à l'Assemblée nationale.

Ce matin, peu de monde au rond-point : beaucoup sont à Paris, à Valence ou à Die. Je décide de participer à la présence locale : jaunir le rond-point pour sensibiliser, progressivement, avec optimisme. Deux banderoles à la peinture noire sur des draps sont attachées bien en vue et, comme chaque samedi depuis un mois, nous distribuons des tracts. Aujourd'hui, un quiz de saison sur les pesticides, en plus d'un autre listant quelques informations chocs sur les injustices sociales et fiscales.

Les nouvelles de Paris montrent que, d'évidence, seules les dégradations matérielles et les menaces sur les biens font réagir les puissants : Macron écourte ses vacances au ski. Au ski ? Il ne doit pas savoir que le ski est l'un des loisirs les plus polluants. Non plus que seule une infime minorité de Français y ont accès. Il ne devait pas non plus savoir que la marche pour le climat était prévue aujourd'hui en même temps que l'acte XVIII des gilets jaunes.

Tant qu'à faire, dès son arrivée à Paris (en hélicoptère ?!), il remet un peu d'huile sur le feu en proclamant que les gilets jaunes veulent « détruire la République ». Faut-il rappeler que le mot République signifie « chose publique » ? Pour ceux qui ont pris le pouvoir en 2017, la République est désormais assimilée aux intérêts privés de quelques ultrariches qui possèdent des immeubles sur les Champs-Élysées. Encore un mot totalement vidé de son sens par le pouvoir et les médias qui lui obéissent.

La vraie « chose publique », elle, est déclinée au marqueur noir sur tous les dos des gilets jaunes qui descendent dans la rue depuis dix-huit semaines : démocratie, services publics, justice fiscale, transition écologique...

Ce soir, les enfants proposent de regarder ensemble « Le garçon au pyjama rayé ». Vu son titre, je me doutais bien du thème général de ce film... Mais je ne savais pas qu'il me parlerait d'aujourd'hui. Le film est affreux et très réussi. Il nous enjoint à la désobéissance, sous peine de mort. Désobéir avant qu'il ne soit trop tard. Désobéir aujourd'hui.

## **17 mars 2019**

Et un, et deux, et trois... zéro !

Déjà quatre mois de manifestations depuis l'automne 2018 : Français 3 – Pouvoir 0. Du côté des Français : les libertés publiques, l'égalité entre tous, la fraternité sans exclusion. Du

côté du pouvoir : zéro empathie, zéro dignité, zéro éthique, zéro réponse politique.

Cela me rappelle, il y a quelques semaines, un live Facebook de Maxime Nicolle (alias Fly Rider, principal animateur d'une page de près de 200 000 abonnés), comme il en a l'habitude : long, un peu désorganisé, plein d'interférences avec les commentaires en direct, et sérieux, rigoureux sur les idées, rempli d'humanité. Ce jour-là, entre deux pensées, il insiste sur son parcours politique, mettant l'accent sur la nécessité de s'informer pour évoluer, ce qu'il semble faire depuis plusieurs mois. Et le voici qui se lance dans un plaidoyer pour l'union des plus modestes, d'où qu'ils viennent, quelles que soient leur couleur de peau, leur religion, leur origine géographique..., disant en substance : « Les migrants et nous, on a le même ennemi, c'est la finance ! »

Voilà la bonne réponse au « pognon de dingue » de Macron : aucune division entre les 99 % ! L'auteur d'extrême droite Maurice Barrès écrivait il y a cent ans : « La première condition de la paix sociale est que les pauvres aient le sentiment de leur impuissance. » Ça ressemble bien au programme de Macron. Et à celui du Rassemblement national, dont tous n'ont pas encore compris qu'il n'est *pas* du côté des pauvres, des chômeurs, des femmes ou des retraités. Non ! La paix sociale ne s'installera qu'avec la justice. Impossible d'obtenir cette paix si la dette augmente et si les services publics disparaissent un par un. Où est l'argent de l'Hôpital, l'argent des Transports, l'argent de la Justice, l'argent du Logement, l'argent de l'Éducation ? Tout le monde connaît la réponse : dans les niches fiscales, dans la flat-tax, dans les crédits d'impôts, dans la fraude et l'évasion fiscales, dans les intérêts de la dette payés aux banques privées... Macron déclare que les « pauvres déconnent » ? Et les 57 milliards de dividendes du CAC 40 ? Et les 26 personnes détenant la moitié des richesses de la Terre ? C'est les pauvres qui déconnent ? Le

milliardaire américain Warren Buffett l'affirme : « Il y a bien une guerre des classes, mais c'est la classe des riches qui la mène et qui est en train de la gagner. » La fraude aux prestations sociales, finalement, c'est de la légitime défense...

Le dernier pas à franchir avant la victoire est donc bien là, dans la solidarité entre les 99 % – de la classe moyenne aux plus démunis. Tristement, la cynique propagande médiatique est bien huilée, et beaucoup continuent à laisser libre cours, par ignorance des grands mécanismes économiques, à une jalousie contre-productive. Non, les allocataires sociaux, les chômeurs ou les migrants ne sont pas des privilégiés. Pourquoi s'attaquer aux plus faibles ? Union ! Inlassablement, patiemment, avec confiance, prônez l'union. C'est tous ensemble que nous gagnerons. Si les pauvres se divisent, nous perdrons. Fraternisons !

## **20 mars 2019**

C'est le printemps ! Ce soir, nouvelle réunion sur les bords de Drôme. Le rond-point, l'assemblée citoyenne, des actions ponctuelles, la maison du peuple... : les projets ne manquent pas, nous sommes nombreux.

## **23 mars 2019**

Ce samedi sur le rond-point s'annonce compliqué. Jeudi, les occupations de Crest et de Valence ont été évacuées sur ordre du nouveau préfet de la Drôme, et nous nous attendons à quelques visites...

Nous décidons de ne nous montrer que lorsque nous sommes suffisamment nombreux pour tenir tête à des gendarmes qui ont pour directives de nous menacer d'amendes de 135 euros – 1 500 en cas de récidive – pour occupation abusive de la voie publique. Ces montants font un peu hésiter, évidemment, c'est leur but.

Nous sommes une petite trentaine, et les voitures bleues

n'arrêtent pas de tourner, se garant à quelques centaines de mètres de nous. Difficile de distribuer des tracts aux automobilistes dans ces conditions. Intimidations, menaces, pressions : tout est bon pour Macron... Une conversation s'avère possible, tout de même, avec un homme semblant écouter – si ce n'est entendre – nos paroles sur la conscience intime et la désobéissance nécessaire.

Le soir, une photo fait le tour du web : une Niçoise a été grièvement atteinte à la tête lors d'une charge de police.

« L'opposition écrasée dans le sang à Caracas » ; « La révolte sous la botte du pouvoir à Pékin » ; « Coup de force sur les manifestants à Téhéran »... Voilà les titres qui auraient envahi les unes de tous les quotidiens et hebdomadaires si cette photo avait été prise ailleurs. Voilà l'image symbole qui aurait fait le premier sujet de tous les vingt-heures, accompagnée d'accents d'indignation dans la bouche des présentateurs.

Mais non, en France, les journalistes et leurs patrons tiennent à nous laisser penser que la répression que nous vivons depuis maintenant dix-neuf semaines fait partie d'un maintien de l'ordre classique, que décidément le mot « violences policières » ne doit même pas être articulé en public, que les victimes sont seules responsables de leurs blessures, que la révolte est vouée à disparaître au plus vite sous les huées.

Les similitudes du traitement médiatique du mouvement des gilets jaunes avec le printemps de Pékin en 1989 m'apparaissent régulièrement. La télévision chinoise parlait d'une petite poignée de fauteurs de troubles, d'une volonté de renverser les institutions, du danger pour l'ordre établi. Pendant l'occupation de la place Tiananmen, elle montrait la désorganisation supposée des manifestants, les dégradations et la saleté des campements. Après le 4 juin, les militaires en bel uniforme occupaient l'écran, et les dirigeants du Parti, rigides

et le visage fermé, rassuraient l'opinion publique sur la reprise en main.

De quoi doit-on être rassuré devant cette photographie d'une femme jetée à terre par la police avec son drapeau de militante pour la paix ? Quel message d'ordre cette botte enjambant une manifestante blessée nous annonce-t-elle ? « Tu n'es plus humaine ! » semble hurler cet uniforme obéissant. « Et je ne le suis plus non plus... », pense-t-il sans doute.

Oui, le pouvoir et les médias sont en train de participer à la déshumanisation de l'opposition, usant pour cela des forces soumises dont ils disposent. Les mots des éditorialistes pour qualifier les gilets jaunes vont dans ce sens : « bestial », « sans âme », « vermine », « parasites »... Notre humanité s'échappe. Résistance !

*J'interromps ici volontairement ce journal. Il doit rester au cœur vivant de la révolte. En effet, ce que vous venez de lire n'est ni un simple témoignage personnel, ni du matériel pour sociologues, ni un bibelot de cabinet de curiosités. Je le veux comme un objet politique actif à l'adresse de ceux qui, encore sur la rive de leurs peurs, hésitent à plonger dans le courant. Un appel à se saisir de leurs gilets pour que la fraternité émerge solidement de l'ouragan. Une bouteille à la mer afin que nous ne nous noyions pas tous dans la sombre bonne conscience de quelques-uns.*